rapport financier semestriel 2018

suez

sommaire

1	Message du Directeur Général	1
2	Chiffres clés du premier semestre 2018	3
3	Faits marquants – contrats 2018	5
4	Rapport semestriel d'activité	9
5	États financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2018	15
6	Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel	57
7	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	59

1 Message du Directeur Général

Le premier semestre 2018 a été marqué par une activité soutenue ; ainsi le chiffre d'affaires du Groupe progresse de + 11,4 % en croissance brute mais de + 15,0 % à changes constants, pour s'établir à 8 350,6 millions d'euros, en nette avance par rapport aux objectifs annuels que nous nous sommes fixés.

Les activités Eau Europe qui atteignent 2 230,2 millions d'euros croissent de + 0,5 % à changes constants mais régressent de - 0,4 % en brut à cause de l'affaiblissement du peso chilien contre l'euro sur le semestre. La France et l'Espagne affichent une légère décroissance, liée à des conditions météorologiques peu favorables ; par ailleurs, l'inertie tarifaire induite par le contexte désinflationniste en Europe reste pénalisante pour cette division. La performance chilienne a, par contre, été particulièrement satisfaisante avec des volumes en forte hausse et des tarifs en progression.

Le chiffre d'affaires des activités Recyclage et Valorisation Europe à 3 118,0 millions d'euros est en hausse de + 2,5 % (et de + 3,2 % à changes constants) par rapport au premier semestre 2017 et ce, en dépit de l'effet négatif significatif de la baisse de la livre sterling contre l'euro. Les volumes traités dans nos installations sont en nette progression, ce qui atteste d'une meilleure conjoncture européenne qui se confirme dans tous les pays y compris la France. Par ailleurs, le prix des matières premières secondaires a eu un effet contrasté sur l'activité puisque le prix du métal a poursuivi sa hausse tandis que le papier carton et le plastique sont largement impactés par les mesures chinoises de restrictions des importations.

À l'International, le Groupe a poursuivi le développement de ses activités dans la plupart des pays. Le chiffre d'affaires de la division atteint 1 842,2 millions d'euros (en progression de + 1,9 % à changes constants), grâce notamment à la croissance soutenue de l'Australie, de l'Asie et de l'Amérique Latine. En revanche, il a été ralenti sur la zone AMEI (Afrique, Moyen Orient, Inde) par la fin de certains contrats de construction en 2017 n'ayant pas d'équivalents sur le semestre.

Quant à WTS, le début d'année se présente très bien et cette division atteint 1 105,6 millions d'euros au 30 juin 2018. Le carnet de commandes est en hausse de 18 % par rapport au premier semestre 2017 ce qui permet d'anticiper un atterrissage à fin d'année en ligne avec les prévisions.

En matière de performance opérationnelle, l'EBITDA[1] s'établit à 1 323,2 millions d'euros en hausse de + 4,4 % par rapport à 2017 et de 8,8 % à changes constants.

L'EBIT[2] à 607,3 millions d'euros présente une hausse de + 2,3 % par rapport au premier semestre 2017. Ajusté de l'impact de l'allocation du prix d'acquisition de GE Water qui représente une charge de 22,3 millions d'euros sur le semestre et de l'effet du changement de la fiscalité américaine sur les activités régulées dans l'eau, neutre sur le résultat net part du Groupe, l'EBIT est en augmentation de + 12 %, là encore une augmentation supérieure à celle de nos objectifs annuels qui s'élèvent à + 10 %.

La Dette financière nette s'établit, quant à elle, à 9 323 millions d'euros, en hausse sensible par rapport à celle de fin décembre 2017 retraité (8 472 millions d'euros) du fait de la saisonnalité du besoin en fonds de roulement et du versement du dividende. Le ratio Dette nette sur EBITDA s'établit à 3,5 contre 3,2 au 31 décembre 2017 retraité.

En parallèle, nous avons lancé un plan d'actions qui vise à améliorer notre efficacité collective, à enclencher une nouvelle dynamique commerciale en France en poursuivant un changement organisationnel majeur, à renforcer nos moyens à l'international tout en développant des filières d'excellence dans la digitalisation et l'innovation, au service de nos clients, pour être positionnés de façon optimale sur les secteurs d'avenir.

Forts de l'accélération et de l'amélioration de la performance sur ce semestre, nous sommes ainsi sur une trajectoire de croissance sélective et rentable, qui nous permet d'aborder l'avenir avec confiance et ambition. Le Groupe confirme donc l'ensemble des objectifs financiers qu'il s'est fixé pour 2018.

(1) Résultat brut d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe, mais avant la prise en compte de l'impact net d'IFRIC 21.
(2) Résultat opérationnel courant y compris la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe, mais avant la prise en compte de l'impact net d'IFRIC 21.

2 Chiffres clés du premier semestre 2018

Le tableau ci-dessous présente des extraits des comptes de résultat, des états de situations financières et des états des flux de trésorerie des comptes consolidés condensés pour les clôtures semestrielles des 30 juin 2018 et 30 juin 2017 retraité.

Les informations financières ci-dessous doivent être lues conjointement avec les comptes consolidés semestriels condensés et le rapport semestriel d'activité figurant ci-après.

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité [c]
Chiffre d'affaires	8 351	7 493
EBITDA [a]	1 323	1 268
Résultat net part du Groupe	90	44
Cash-flow libre [b]	238	191
Dette financière nette	9 323	8 472
	au 30 juin 2018	*au 31 décembre 2017 retraité*

(a) L'indicateur EBITDA est présenté hors impact IFRIC 21.
(b) Avant cessions et investissements de développement.
(c) Pour l'exercice clos au 30 juin 2017, le compte de résultat consolidé a été modifié par rapport à celui présenté dans le cadre du Rapport Financier Semestriel publié au 30 juin 2017 pour tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS 15.

3 Faits marquants – contrats 2018

Janvier 2018

France : SUEZ, *via* son Fonds d'Investissement Corporate SUEZ Ventures, a investi en prenant une participation dans le groupe ETIA, groupe d'ingénierie français spécialisé dans les procédés de traitement thermique continu aux côtés de la Fondation Race For Water et, a d'autre part, investi dans la start-up COGEBIO aux côtés de Demeter 3A et ETIA. Ces investissements, d'un montant total de 4,2 millions d'euros, ont pour objectif d'accompagner le groupe ETIA dans son développement en France et à l'international et de créer une gamme complète de solutions pour la production d'énergie verte à partir de déchets.

Chine : SUEZ NWS et SE Environment[1] ont signé un accord portant sur la création de la co-entreprise SE SUEZ Environmental Technology[2] qui sera chargée de la gestion du Projet Shangyang de traitement et valorisation des boues d'épuration de la ville de Shenzhen dans le cadre d'un contrat de 30 ans.

Royaume-Uni : Le comté du Devon a confié à SUEZ un contrat pour la construction d'un nouveau centre de transfert pour assurer le traitement annuel de 45 000 tonnes de déchets ménagers résiduels provenant de deux districts, ainsi que la construction de six centres de recyclage. Ce contrat d'une durée de dix ans pour un chiffre d'affaires d'environ 68 millions d'euros, pourra être prolongé de cinq ans. À partir de février 2019, les déchets résiduels seront acheminés depuis le nouveau centre de transfert de Brynsworthy vers le centre de valorisation énergétique de SUEZ à Severnside, près de Bristol.

France : La Métropole Européenne de Lille a confié à SUEZ, en groupement avec ENGIE Biogaz, le contrat d'exploitation du Centre de Valorisation Organique et du Centre de Transfert et Manutention situés à Sequedin pour une durée de 9 ans. Ce contrat de 76 millions d'euros, est basé sur des engagements de performance énergétique et environnementale.

Belgique : SUEZ a mis au point un procédé innovant en Europe, permettant de récupérer les métaux non ferreux contenus dans les mâchefers, résultant de la valorisation énergétique des déchets. Dans la zone portuaire de Gand en Belgique, le Groupe s'apprête à construire la première usine d'Europe qui récupérera ces matières premières pour leur donner une seconde vie. Ce projet bénéficie du soutien stratégique du gouvernement flamand.

Février 2018

Inde : La Municipalité de Coimbatore a confié à SUEZ le contrat de gestion et d'exploitation du système de distribution d'eau potable de l'ensemble de la ville afin d'assurer un approvisionnement en eau 24h/24 et 7j/7 à ses 1,6 million d'habitants. D'une durée de 26 ans et représentant un chiffre d'affaires de près de 400 millions d'euros, ce projet est le plus important contrat de gestion des services d'eau potable remporté par SUEZ en Inde.

Salvador : L'administration nationale des services de gestion de l'eau et d'assainissement (ANDA) du Salvador a confié à SUEZ le contrat de réhabilitation de l'usine de production d'eau potable de Las Pavas, à San Pablo Tacachico, pour un chiffre d'affaires de 53 millions d'euros. Les travaux d'une durée de 24 mois permettront notamment d'atteindre une capacité de production de 3,0 m^3/s[3] et de sécuriser l'approvisionnement en eau de la population.

Indonésie : La Compagnie des Eaux de la Province de Sumatra du Nord (PDAM Tirtanadi) a attribué à SUEZ le contrat d'extension de l'usine de production d'eau potable de Medan, troisième plus grande ville d'Indonésie, avec le financement, la construction, l'exploitation et la maintenance de deux unités de production d'eau potable supplémentaires ; cette extension est d'une durée de 25 ans et engendrera un chiffre d'affaires de 191 millions d'euros.

France : L'Établissement public d'aménagement (EPA) Bordeaux – Euratlantique, Eiffage et SUEZ, réunis au sein du groupement d'intérêt économique (GIE) baptisé « plateforme NOÉ », ont inauguré le 27 février à Bordeaux, la première plateforme de services mutualisés inter-chantiers. La plateforme NOÉ offre un panel de services en circuit court mutualisant les biens et les transports, permettant ainsi de minimiser l'impact et les nuisances des chantiers, de garantir une ville fluide, apaisée et accessible malgré les travaux.

(1) SE Environment Company Limited, une filiale de Shenzhen Energy Group Company Limited.
(2) SE SUEZ Environmental Technology Company Limited est détenue à 49% par SUEZ NWS et à 51% par SE Environment.
(3) Contre 1,8 m^3/s à ce jour.

Mars 2018

Chine : SUEZ NWS, filiale du Groupe SUEZ, et CNOOC Energy Technology[1] ont conclu un partenariat stratégique et global, pour étendre et poursuivre leur coopération en faveur de projets environnementaux dans l'industrie du Pétrole et du Gaz. Ce partenariat global porte sur la gestion de l'eau, des eaux usées, des boues, des déchets dangereux et du gaz issus de la production de pétrole et de gaz, incluant l'ingénierie et la construction, la réhabilitation et la modernisation, l'exploitation et la gestion de projet, ainsi que la fabrication des équipements.

Côte d'Ivoire : SUEZ et le Ministère des Infrastructures Économiques de la Côte d'Ivoire ont signé un contrat de 19 millions d'euros pour la fourniture et l'installation de 40 unités compactes modulaires de production d'eau potable. D'une capacité totale de production de 92 000 m³/jour, ces stations alimenteront 18 villes réparties au sein de 17 régions. Elles seront installées progressivement, entre 10 et 24 mois, sur l'ensemble des sites prioritaires retenus.

France : ENGIE et SUEZ se sont engagés pour accélérer la transition énergétique dans les territoires à travers un partenariat pour développer des parcs solaires photovoltaïques sur l'ensemble des centres de stockage de déchets de l'activité de Recyclage et Valorisation en France métropolitaine. Au total, une centaine de sites sont concernés, pour un potentiel de capacités installées estimé à 1 GW. Ce partenariat ambitieux s'intègre dans la stratégie des deux groupes qui vise à réaliser des projets exemplaires au service de la transition énergétique et de l'économie circulaire.

France : Six mois après son lancement sur une zone pilote du Grand Ouest, Organix®, la plateforme digitale dédiée aux déchets organiques, élargit son offre à tout le territoire français. Simple et sécurisée, cette place de marché, première en France, met en relation les producteurs de déchets organiques avec les utilisateurs, exploitants de méthaniseurs, qui transforment ces déchets en énergie.

France : SUEZ, à travers sa filiale SERAMM, a débuté la construction à Marseille d'une unité de production et d'injection de biométhane, à partir du traitement des eaux usées. La Métropole Aix-Marseille-Provence, SUEZ, l'Agence de l'Eau, l'ADEME et la Région Provence Alpes Côte d'Azur investissent 9,2 millions d'euros pour la transformation d'une partie de la station d'épuration Géolide, à Marseille, afin de produire, dès le 1er janvier 2019, l'équivalent de la consommation de 2 500 foyers en biométhane.

Inde : La municipalité de Davanagere a confié à SUEZ la réhabilitation et l'exploitation du système d'eau potable de la ville. Ce projet, d'une durée de 12 ans pour un chiffre d'affaires de 70 millions d'euros, permettra d'assurer l'approvisionnement continu en eau potable 24h/24 et 7j/7 des 500 000 habitants de Davanagere. Le contrat fixe également des objectifs en termes d'amélioration de la performance du rendement du réseau, de la qualité de l'eau et du service clientèle.

États-Unis : SUEZ a remporté la gestion de l'eau potable de la ville de Woonsocket dans le cadre du projet de conception, construction et exploitation d'une nouvelle usine de production d'eau potable. Au titre de ce contrat d'une durée de 20 ans et d'un chiffre d'affaires d'environ 43 millions d'euros, SUEZ assurera la continuité de service de l'usine existante pendant la durée des travaux, puis sera en charge de l'exploitation et la maintenance de la nouvelle usine.

France : SUEZ a lancé batiRIM®, une solution digitale permettant une déconstruction sélective de grands bâtiments dans le but de maximiser le réemploi et le recyclage. Cette démarche d'anticipation et de conseils s'appuie sur un outil digital de modélisation unique, le RIM® (Ressource Information Modeling). batiRIM® permet de quantifier, qualifier et cartographier les flux de produits et de matières issus de bâtiments en rénovation, réaménagement ou déconstruction et d'évaluer, avant même le début des travaux, leur potentiel de réemploi, réutilisation et recyclage.

Singapour : L'Agence Nationale de l'Eau de Singapour a confié à SUEZ le contrat de nettoyage des réseaux d'eau potable de la cité-État. Ce contrat d'une durée de 3 ans est le premier déploiement de la technologie *Ice Pigging* en Asie, technologie brevetée par SUEZ, qui permet de nettoyer efficacement les canalisations avec de la glace, en limitant les consommations d'eau de 50 % en comparaison avec les techniques de nettoyage traditionnelles.

France : La Poste et SUEZ ont annoncé le lancement commercial de leur société commune spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets de bureau. Baptisée RECYGO, cette société a pour ambition de rendre le tri accessible à tous les bureaux, partout en France.

Avril 2018

France : En Ardèche, les deux collectivités en charge du traitement des déchets, le SIDOMSA[2] et le SICTOBA[3], ont attribué à SUEZ le contrat de délégation de service public du nouveau Pôle de valorisation Énergie et Matières. Ce nouveau contrat, d'une durée de 20 ans avec un chiffre d'affaires cumulé de 80 millions d'euros, inclut la conception, la construction et la gestion de ce futur pôle de valorisation, dont la mise en service est prévue au printemps 2020.

France : Le Syndicat Intercommunal de Traitement des Déchets du Nord et de l'Est (SYDNE) de la Réunion a confié à SUEZ, à travers sa filiale Inovest, le marché de prestations de tri optimisé des déchets ménagers à partir de juillet 2019. Ce contrat, d'une durée de 15 ans et un chiffre d'affaires cumulé de 242 millions d'euros, comprend notamment les prestations de tri, de traitement multi-filières (plastique, verre, papier, etc.) et de valorisation des déchets ménagers et assimilés.

France : SUEZ, *via* son Fonds d'Investissement Corporate SUEZ Ventures, est entré au capital de Hydrelis. Avec cette opération, SUEZ complète sa gamme d'offre de compteurs d'eau intelligents ON'connect™ et permet à cette jeune société française d'accélérer son développement à l'international.

Vietnam : SUEZ a remporté le contrat d'assainissement de Vi Thanh, la capitale de la province de Hau Giang située au Sud du Vietnam, auprès de HAWASUCO[4], l'autorité locale de l'eau. Ce contrat de 9,5 millions d'euros prévoit la construction d'une station d'épuration et du réseau d'assainissement de la ville. Il permettra d'améliorer les conditions de vie de plus de 6 500 habitants et de limiter la pollution du canal Xáng Xà No.

Chili : SUEZ a renouvelé un contrat d'exploitation et de maintenance des installations du système hydrique pour un acteur de l'industrie minière à El Teniente, au sud de Santiago, pour un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros.

(1) CNOOC Energy Technology & Service Limited est la branche environnementale de « China National Offshore Oil Corporation ».
(2) Syndicat Intercommunal de Destruction des Ordures Ménagères du Secteur d'Aubenas.
(3) Syndicat Intercommunal de Collecte des Ordures Ménagères de Basse Ardèche.
(4) Hau Giang Water Supply and Sewerage - Projects Urban Joint Stock Company.

Mai 2018

Taïwan : SUEZ NWS et Cleanaway[1] ont remporté le contrat de l'usine de traitement des déchets dangereux de Dafa à Kaohsiung, au Sud de Taïwan. Le contrat prévoit l'acquisition de l'usine par les deux partenaires pour un montant de 36 millions d'euros puis son exploitation par une joint-venture comprenant SUEZ NWS (29 %), Cleanaway (29 %) et l'agence gouvernementale de Taïwan RSEA[2] (42 %).

Norvège : À l'issue d'une étude technique et de conception visant à protéger les puits de production du projet Johan Castberg, Statoil a confié la fourniture des équipements et la réalisation du système d'élimination des sulfates présents dans l'eau de mer au consortium conduit par SUEZ et l'entreprise norvégienne Halvorsen TEC. La livraison des équipements est prévue début 2020 et l'exploitation du gisement devrait commencer au premier semestre 2022.

Bangladesh : L'autorité en charge de la gestion de l'eau à Dacca (WASA[3]) a attribué, lors d'un appel d'offres international, à une joint-venture détenue à parts égales par SUEZ et Veolia, le contrat de construction et d'exploitation de l'usine de production d'eau potable de Gandharbpur. Le contrat représente un chiffre d'affaires d'environ 275 millions d'euros. Le financement de l'usine sera assuré par la Banque Asiatique de Développement, l'Agence Française de Développement, la Banque Européenne d'Investissement et le gouvernement du Bangladesh.

Chine : SUEZ NWS a signé, au travers de sa joint-venture Changshu Sino French Water[4], un contrat de 30 ans avec l'Office de l'Eau de Changshu pour la propriété et l'exploitation de quatre usines de traitement des eaux usées de la ville. Pour un chiffre d'affaires total d'environ 436 millions d'euros, ce contrat s'inscrit dans l'ambition des autorités locales d'optimiser les services d'eau potable et d'assainissement de l'ensemble de la ville de Changshu.

Russie : SUEZ et Rosneft ont signé un accord de coopération stratégique pour améliorer la gestion de l'eau et des déchets sur les sites de Rosneft. Cet accord favorisera le développement technologique et le déploiement de programmes de gestion de l'eau, des eaux usées et des déchets dans les raffineries et les usines pétrochimiques de Rosneft.

Juin 2018

Brésil : SABESP, organisme public en charge de la gestion de l'eau, a confié à SUEZ un contrat de réduction de fuites dans les réseaux d'eau de la zone Est de Sao Paulo, pour un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros. D'une durée de 24 mois, ce contrat porte sur l'amélioration de l'efficacité hydrique et énergétique *via* le suivi des travaux de modernisation, d'extension et la mise en œuvre de nouveaux services.

Mexique : SUEZ a signé un contrat d'une valeur de 2,3 millions d'euros avec la ville de Querétaro. Ce contrat porte sur l'installation du système Aquacis pour une meilleure gestion technique et commerciale des services de gestion de l'eau. Développée par SUEZ Advanced Solutions, cette solution est déjà utilisée en Espagne, en Algérie et au Chili.

Chili : SUEZ à travers sa participation dans Aguas Andinas, a démarré la mise en application du programme des *Biofactorias* a Santiago de Chile. Pour un investissement initial de 50 millions d'euros, SUEZ va moderniser les infrastructures des stations de traitement des eaux résiduaires de Mapocho-Trebal et la Farfana. Ces deux stations deviendront 100 % autonomes en énergie, produiront du gaz ré-injectable dans le réseau de gaz urbain, des produits de compostage pour les agriculteurs des alentours et développeront un programme d'entreprenariat social auprès des communautés vivant à proximité.

France : Le Syndicat des Eaux de la Presqu'île de Gennevilliers et SUEZ ont inauguré l'unité d'adoucissement collectif de l'eau potable du Mont-Valérien (Hauts-de-Seine). Grâce à cette installation, les 610 000 habitants du territoire du SEPG[5] bénéficieront d'une eau adoucie à compter du 1er juillet 2018.

(1) Cleanaway Company Limited.
(2) RSEA Engineering Corporation.
(3) Dhaka Water Supply and Sewerage Authority.
(4) Joint-venture établie entre Changshu Urban Construction Public Assets Management Company Limited et SUEZ NWS.
(5) Les communes adhérentes au SEPG sont Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, La Garenne-Colombes, Nanterre, Rueil-Malmaison, Suresnes, Villeneuve-la-Garenne.

4 Rapport semestriel d'activité

4.1	Évolution de l'activité et du résultat des opérations	11
4.2	Évolution des secteurs opérationnels	11
4.3	Autres éléments du compte de résultat	12
4.4	Financement	12
4.5	Autres postes de l'état de situation financière	13
4.6	Transactions avec des parties liées	13
4.7	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	13
4.8	Perspectives 2018	14

L'activité de SUEZ au cours du premier semestre 2018 est en forte croissance à 11,4 %, portée essentiellement par la première consolidation semestrielle de GE Water et l'amélioration de la division Recyclage et Valorisation Europe.

La performance opérationnelle ressort en croissance par rapport à celle de 2017 du fait d'effets périmètres positifs, notamment liés à l'acquisition de GE Water et ce en dépit d'effets changes très défavorables.

En effet, l'EBITDA[1] est en progression de + 4,4 %. L'EBIT[1] est quant à lui en croissance de + 2,3 %.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 90,1 millions d'euros comparé à 44,2 millions d'euros en 2017. Cette très forte augmentation reflète l'amélioration des résultats opérationnels, de moindres charges de restructuration ainsi qu'une baisse de la charge d'impôts.

Le cash-flow libre avant cessions et investissements de développement s'élève à 238,1 millions d'euros, en progression par rapport au cash-flow libre du premier semestre 2017 qui s'établissait à 190,6 millions d'euros.

La Dette financière nette s'élève à 9 323 millions d'euros au 30 juin 2018, en hausse par rapport au 31 décembre 2017 retraité (8 472 millions d'euros). Cela s'explique notamment par le paiement en numéraire de l'ensemble des dividendes au cours du premier semestre pour 622 millions d'euros et la saisonnalité du besoin en fonds de roulement (- 229 millions d'euros).

À noter qu'au 30 juin 2018, ont été comptabilisés les effets du regroupement d'entreprises conformément à l'application de la norme IFRS 3 révisée, concernant l'acquisition de GE Water. Cette allocation du prix d'acquisition a ainsi impacté l'EBIT au 30 juin de - 22,3 millions d'euros.

Événements importants du premier semestre 2018

ALLOCATION DU COÛT DU REGROUPEMENT D'ENTREPRISES SUITE À L'ACQUISITION DE GE WATER & PROCESS TECHNOLOGIES

Le 29 septembre 2017, SUEZ a finalisé la prise de contrôle de GE Water & Process Technologies (« GE Water ») au travers de SUEZ Water Technologies and Solutions (« SWTS »), société détenue à 70 % par SUEZ et à 30 % par CDPQ (Caisse des dépôts et placement du Québec).

Le prix d'acquisition s'est élevé à 2 903 millions d'euros dans le cadre d'une opération en numéraire. La trésorerie disponible de GE Water, à la date d'acquisition, se montait à 203 millions, ce qui a généré une sortie de trésorerie de 2 699 millions d'euros, reflétée dans le tableau de trésorerie de l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, le *goodwill* provisoire généré à l'occasion de cette acquisition ressortait à 2 171 millions d'euros (au taux de change USD/EUR du 31 décembre 2017).

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a réalisé l'ensemble des travaux d'allocation du prix d'acquisition conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises.

Cette affectation reste provisoire et pourra faire l'objet de révisions à la marge jusqu'au 30 septembre 2018.

Se reporter à la Note 2.1 du chapitre 5 du présent rapport pour une description détaillée des différents travaux menés et de leurs impacts.

À l'issue de ces travaux le *goodwill* résiduel s'élève à 1 663 millions d'euros et correspond non seulement à la capacité à développer de nouveaux actifs dans le futur (technologies, relations client) mais aussi au niveau des synergies attendues par le Groupe.

Le complément de dotation annuelle aux amortissements lié à ces différentes réévaluations impactera l'EBIT d'environ 45 millions d'euros et le résultat net part du Groupe 2018 d'environ 23 millions d'euros.

CESSION DES ACTIVITÉS DE DÉCHETS D'ACTIVITÉS DE SOINS ET RISQUES INFECTIEUX (DASRI)

Le 28 février 2018, SUEZ a cédé les activités DASRI sous la forme d'une cession de fonds de commerce, au groupe MNH pour un montant de 16 millions d'euros. Ces activités représentaient un chiffre d'affaires de 47 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Au 30 juin 2018, la plus-value brute générée par cette opération est de 12 millions d'euros.

PLAN DE TRANSFORMATION SUEZ ESPAGNE

Fin 2017, SUEZ Espagne a mis en place un plan de restructuration. Ce plan de départ volontaire a généré la comptabilisation de coûts de restructuration d'un montant d'environ 14 millions d'euros au 30 juin 2018.

(1) Après prise en compte de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe et hors impact IFRIC 21.

4.1 Évolution de l'activité et du résultat des opérations

Au premier semestre 2018, SUEZ a enregistré un chiffre d'affaires de 8 350,6 millions d'euros en croissance de + 11,4 %. Cette hausse de + 857,4 millions d'euros se décompose comme suit :

- une croissance organique de + 226,3 millions d'euros. La division Eau Europe se stabilise (+ 10,1 millions d'euros, soit + 0,5 %), pénalisée par l'absence d'inflation entraînant des indexations tarifaires faibles. L'amélioration tendancielle de la division Recyclage et Valorisation Europe (+ 110,1 millions d'euros, soit + 3,6 %) est atténuée par la chute des prix du papier et du plastique. La division International (+ 33,4 millions d'euros, soit + 1,7 %) affiche une progression notable dans toutes les zones géographiques, à l'exception de la zone Afrique/Moyen-Orient/Inde pénalisée par la terminaison du contrat de construction de Barka ; enfin, la division WTS affiche une progression de + 68,6 millions d'euros (soit + 6,1 %) portée par ses deux segments d'activité ;
- des effets de périmètre positifs de + 899,7 millions d'euros (soit + 12,0 %) correspondant essentiellement à l'acquisition de GE Water (+ 909,4 millions d'euros) ;
- des effets de change défavorables pour - 259,4 millions d'euros, dus principalement au dollar américain (- 126,9 millions d'euros), au dollar australien (- 45,8 millions d'euros) et dans une moindre mesure au peso chilien (- 14,3 millions d'euros) et à la livre sterling (- 11 millions d'euros) ;
- un impact du changement de la fiscalité américaine sur les activités régulées dans l'eau de - 9,3 millions d'euros, neutre sur le résultat net part du Groupe.

L'EBITDA est en croissance de + 55,5 millions d'euros à 1 323,2 millions d'euros, soit + 4,4 %, résultant des variations suivantes :

- une croissance organique de + 32,6 millions d'euros soit + 2,6 %, tirée par la division International pour + 25,3 millions d'euros (soit + 6,6 %) et la division WTS pour + 22,3 millions d'euros (soit + 29,6 %) ;
- des effets de périmètre positifs de + 75,1 millions d'euros, liés principalement à l'acquisition de GE Water ;
- des effets de change défavorables pour - 43,0 millions d'euros ;
- un impact du changement de la fiscalité américaine sur les activités régulées dans l'eau de - 9,3 millions d'euros, neutre sur le résultat net part du Groupe.

L'EBIT s'élève à 607,3 millions d'euros, en hausse de + 13,4 millions d'euros (+ 2,3 %) par rapport au premier semestre 2017 ; sa progression est avant tout le reflet de l'évolution de l'amélioration opérationnelle de WTS.

Le résultat des activités opérationnelles (RAO) après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe s'élève à 533,8 millions d'euros à comparer à 487,7 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 46,1 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par la progression de l'EBIT et par la diminution des coûts de restructuration (- 28,3 millions d'euros).

Le résultat net part du Groupe s'élève à 90,1 millions d'euros, comparé à 44,2 millions d'euros au premier semestre 2017. Cette variation s'explique principalement par l'évolution du RAO, en partie compensée par l'augmentation des charges financières.

Le résultat par action ressort à 0,11 euro sur le premier semestre 2018 contre 0,05 euro par action au premier semestre 2017.

4.2 Évolution des secteurs opérationnels

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2018 s'élève à 8 350,6 millions d'euros en hausse de + 11,4 % par rapport à 2017. L'effet change est négatif pour - 3,5 % (- 259,4 millions d'euros). L'effet périmètre ressort à + 12,0 % (+ 899,7 millions d'euros). Il en résulte une croissance organique du Groupe de + 3,0 %, soit + 226,3 millions d'euros, qui se décompose par division de la façon suivante :

Eau Europe affiche une légère croissance organique de son chiffre d'affaires à + 0,5 % (+ 10,1 millions d'euros) due à :

- une décroissance organique de - 2,2 % pour Eau France (- 23,7 millions d'euros) et de - 0,9 % pour l'Espagne (- 6,9 millions d'euros) résultant principalement de l'inertie tarifaire induite par un contexte de faible inflation et d'une climatologie défavorable, notamment en France ;
- une croissance organique de + 9,3 % en Amérique Latine (+ 40,7 millions d'euros) grâce à des tarifs en progression et des volumes en forte augmentation comparée à une base défavorable en 2017 au Chili.

La division Recyclage et Valorisation Europe est en croissance organique de + 3,6 % (+ 110,1 millions d'euros) qui s'explique principalement par la croissance des volumes de déchets traités (+ 3,2 %). Par segment, la variation organique est de + 6,7 % en Suède, + 6,0 % en France, + 4,9 % pour Industrial Waste Specialties, + 2,1 % dans la zone Benelux/Allemagne et de - 3,5 % au Royaume-Uni à cause d'un effet construction défavorable et de la fermeture du site d'enfouissement de Tilbury.

L'International affiche une variation organique de + 1,7 % (+ 33,4 millions d'euros), résultant des tendances suivantes :

- très forte croissance de la zone Italie et Europe Centrale (+ 28,2 %, + 52,7 millions d'euros). Cette performance est notamment liée aux activités de remédiation de sols en République Tchèque et de l'avancement de la construction de l'usine de traitement et valorisation énergétique des boues de Glina, en Roumanie ;
- progression en Australie (+ 7,0 %, + 36,8 millions d'euros), tirée par les activités de recyclage et valorisation des déchets, dont les volumes sont en nette croissance ;

- croissance en Amérique du Nord (+3,9 %, +17,8 millions d'euros), en raison principalement de la hausse des prix et des volumes dans les activités d'eau régulée et de la bonne orientation du segment « Advanced Solutions » ;
- stabilité en Asie ; la progression des volumes d'eau vendue est compensée par la moindre contribution des activités de construction ;
- décroissance de la zone Afrique/Moyen-Orient/Inde (-13,1 %, -74,1 millions d'euros), suite à la terminaison du contrat de construction de Barka.

Enfin, la division WTS affiche une progression organique de +68,6 millions d'euros, portée par ses deux segments d'activité.

L'EBITDA s'établit à 1 323,2 millions d'euros, en variation organique de +2,6 % (+32,6 millions d'euros) qui se décompose comme suit :

- Eau Europe est en décroissance organique de -1,7 % (-10,2 millions d'euros) principalement expliquée par l'impact de l'inertie tarifaire induite par un contexte faiblement inflationniste en Europe et des volumes moins bien orientés que la tendance à moyen-terme, notamment en France ;
- Recyclage et Valorisation Europe est en baisse de -2,0 % (-7,2 millions d'euros), qui s'explique principalement par l'effet de la baisse des prix des matières secondaires et la hausse du diesel ;
- à l'International, l'EBITDA est en croissance de +6,6 % (+25,3 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2017 qui s'explique notamment par la bonne orientation des activités recyclage et valorisation tant en Australie qu'en Asie ;
- WTS est en forte croissance de +22,3 millions d'euros grâce à la mise en œuvre des premières mesures d'extraction de synergies et la croissance organique des affaires.

L'EBIT s'établit quant à lui à 607,3 millions d'euros, en variation organique de +7,5 % (+45 millions d'euros) qui se décompose comme suit :

- Eau Europe est en décroissance organique de -1,1 % (-3 millions d'euros) ;
- Recyclage et Valorisation Europe est en croissance de +3,6 % (+5 millions d'euros) ;
- à l'International, l'EBIT est en augmentation de +6,0 % (+16 millions d'euros) ;
- WTS est en croissance de +34 millions d'euros.

4.3 Autres éléments du compte de résultat

Le résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe s'élève à 533,8 millions d'euros au 30 juin 2018. Il s'explique par l'EBIT de 607,3 millions d'euros, auxquels s'ajoutent -32,2 millions d'euros d'éléments exceptionnels nets et -40,8 millions d'euros d'impact lié à l'application de l'interprétation IFRIC 21.

Le résultat financier au 30 juin 2018 s'élève à -237,1 millions d'euros contre -217,1 millions d'euros au premier semestre 2017. Le coût moyen de la dette nette est ainsi passé de 4,03 % au premier semestre 2017 à 3,21 % au premier semestre 2018 ; le coût moyen de la dette brute passant quant à lui de 2,92 % au 30 juin 2017 à 2,50 % au 30 juin 2018.

L'impôt sur les bénéfices est en baisse de 16,8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017. Le taux effectif d'impôt s'établit à 43,6 % et s'explique principalement par l'écrêtement des impôts différés aux bornes des périmètres d'intégration fiscale espagnole et française.

Le résultat net des participations ne donnant pas le contrôle s'établit à +117,9 millions d'euros, relativement stable par rapport à l'an passé (+120,9 millions d'euros).

4.4 Financement

FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

La marge brute d'autofinancement avant charges financières et impôt (MBAO) s'élève à 1 065,3 millions d'euros au 30 juin 2018 comparée à 966,0 millions d'euros au premier semestre 2017 retraité. Cette variation s'explique principalement par l'évolution de l'EBITDA, hors quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence qui représente une hausse de +74,4 millions d'euros.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) a un impact négatif de -228,5 millions d'euros sur le premier semestre contre -255,1 millions d'euros sur le premier semestre 2017.

Au total, les flux des activités opérationnelles dégagent un excédent de trésorerie de +731,5 millions d'euros sur le premier semestre 2018, en hausse de +114,1 millions d'euros par rapport au 30 juin 2017, grâce aux effets décrits ci-dessus.

FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux des activités d'investissement intègrent notamment :

- des investissements de maintenance pour 306,2 millions d'euros, soit 3,7 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe ;
- des investissements de développement pour 319,3 millions d'euros ;
- des investissements financiers pour 121,5 millions d'euros, liés à plusieurs opérations d'acquisitions de taille relativement modeste ;
- des cessions pour 65 millions d'euros.

Au total, les flux des activités d'investissement génèrent ainsi un besoin de trésorerie de -711,2 millions d'euros, contre -321,1 millions d'euros sur le premier semestre 2017.

FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Le montant des dividendes versés en numéraire s'élève à 621,7 millions d'euros au 30 juin 2018.

Au total, les flux des activités de financement génèrent un excédent de trésorerie de +313,2 millions d'euros sur les six premiers mois de l'exercice 2018 contre +939,0 millions d'euros en 2017, qui comprenait la mise en place de la nouvelle dette hybride de 600 millions d'euros et de l'augmentation de capital de 750 millions d'euros dans le cadre du financement de l'acquisition de GE Water.

ENDETTEMENT NET AU 30 JUIN 2018

L'endettement net au 30 juin 2018 s'élève à 9 323 millions d'euros, contre 8 472 millions d'euros à fin décembre 2017 retraité. Cette variation s'explique principalement par :

- le versement des dividendes sur le premier semestre 2018 pour 621,7 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement pour - 228,5 millions d'euros, traduction de l'effet de saisonnalité traditionnellement défavorable au cours du premier semestre.

Au 30 juin 2018, le Groupe disposait de facilités de crédit autorisées et non tirées pour un montant total de 2 475 millions d'euros dont 1 191 millions d'euros viennent en garantie des billets de trésorerie.

4.5 Autres postes de l'état de situation financière

Les immobilisations incorporelles nettes et *goodwills* s'établissent à 9 915 millions d'euros, soit une baisse de 51 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017 retraité, résultant principalement des acquisitions pour 76 millions d'euros, des effets change (+80 millions d'euros) et des amortissements et pertes de valeur de la période (- 233 millions d'euros).

Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 8 497 millions d'euros, contre 8 516 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité, soit une baisse de 19 millions d'euros, résultant principalement des acquisitions de la période pour 402 millions d'euros, des cessions de la période pour - 19 millions d'euros, des effets de change (- 36 millions d'euros), des amortissements et pertes de valeur de la période (- 372 millions d'euros).

Les participations dans les coentreprises sont en hausse de 69 millions d'euros et en baisse de 53 millions dans les entreprises associées.

Les capitaux propres totaux s'établissent à 8 587 millions d'euros, en baisse de 450 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017 retraité principalement du fait des dividendes distribués et du résultat net de la période.

Les provisions sont en baisse au 30 juin 2018 de - 58 millions d'euros et s'élèvent à 2 060 millions d'euros, contre 2 118 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité. Cette baisse est principalement expliquée par des reprises nettes sur l'ensemble des natures de provisions pour 45 millions d'euros, ainsi que l'effet change pour - 5 millions d'euros généré en grande partie par les filiales australiennes.

Les impôts différés représentent un actif net de 21 millions d'euros au 30 juin 2018.

4.6 Transactions avec des parties liées

La Note 14 aux états financiers consolidés semestriels condensés ci-après détaille les opérations significatives avec les parties liées. Ces transactions sont essentiellement avec ENGIE (principalement dans le cadre du contrat synthétique argentin).

4.7 Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Le chapitre « Facteurs de risques » (chapitre 4) du Document de Référence 2017 de SUEZ contient une description détaillée des facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé. Il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce document.

4.8 Perspectives 2018

Le Groupe réaffirme les perspectives suivantes pour l'année 2018 :

- chiffre d'affaires en croissance d'environ 9 % à change constant[1] ;
- EBIT en croissance d'environ 10 % à change constant avant prise en compte de l'effet de l'allocation du prix d'acquisition de GE Water[1] ;
- génération d'environ 1 milliard d'euros[2] de cash-flow libre ;
- ratio de Dette financière nette/EBITDA proche de 3x ;
- poursuite d'une politique de dividende attractive : versement en 2019 d'un dividende supérieur ou égal à 0,65 euro par action au titre du résultat 2018[3].

À moyen terme, SUEZ est confiant dans son avenir, compte tenu de ses nombreux atouts pour répondre à une forte demande dans le monde entier, de services environnementaux, de nouvelles solutions de gestion des cycles de l'Eau et des Déchets et la récente acquisition de GE Water positionne clairement le Groupe comme acteur industriel de premier plan. SUEZ se transforme ainsi en un Groupe intégré de services, et attache une importance particulière à ses engagements en matière de développement durable.

Cette stratégie repose sur la maximisation de la croissance organique de ses activités, sans exclure pour autant des opportunités de croissance externe, qui seraient saisies dès lors qu'elles satisfont aux critères de rentabilité de l'entreprise.

Le programme d'économies de coûts s'élèvera à 200 millions d'euros en sur la période 2018-2020 et confortera l'atteinte des objectifs de 2018.

(1) Hors impact du changement de la fiscalité américaine sur les activités régulées dans l'eau conduisant à une baisse du chiffre d'affaires de 25 millions d'euros sur l'année et à un transfert de résultat du même montant de l'EBIT vers le résultat fiscal, neutre sur le résultat net part du Groupe. Le Groupe anticipe que l'effet de l'allocation du prix d'acquisition de GE Water sur l'EBIT s'élèvera à environ - 45 millions d'euros au titre de l'exercice 2018, soit un impact négatif d'environ - 23 millions d'euros sur le résultat net part du groupe 2018.
(2) Hors décaissements associés au plan de départ volontaire en France et hors coûts d'intégration de GE Water.
(3) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale.

5 États financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2018

5.1	États de situations financières consolidés	16
5.2	Comptes de résultat consolidés	17
5.3	États des résultats globaux consolidés	18
5.4	États des variations des capitaux propres consolidés	19
5.5	États des flux de trésorerie consolidés	20
5.6	Notes annexes aux états financiers consolidés	21

5.1 États de situations financières consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	6	4 805,3	4 911,6
Goodwill	6	5 109,7	5 053,9
Immobilisations corporelles nettes	6	8 497,1	8 516,4
Instruments de capitaux propres	8.1	135,5	127,1
Prêts et créances au coût amorti	8.1	594,9	721,9
Instruments financiers dérivés	8.4	94,7	149,5
Participations dans les coentreprises	7.1	1 072,9	1 003,9
Participations dans les entreprises associées	7.2	968,2	1 020,8
Actifs contrats		18,0	21,6
Autres actifs		259,5	274,5
Impôts différés Actif	4.4	841,5	760,0
Total Actifs non courants		**22 397,3**	**22 561,2**
Actifs courants			
Prêts et créances au coût amorti	8.1	146,1	136,6
Instruments financiers dérivés	8.4	109,7	89,5
Clients et autres débiteurs	8.1	4 906,9	4 721,4
Stocks		508,6	455,9
Actifs contrats		553,3	415,7
Autres actifs		1 413,0	1 235,4
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	8.1	47,0	56,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	3 383,6	3 058,1
Total Actifs courants		**11 068,2**	**10 169,5**
Total Actif		**33 465,5**	**32 730,7**
Capitaux propres part du Groupe		6 130,5	6 521,0
Participations ne donnant pas le contrôle	10	2 456,3	2 515,8
Total Capitaux Propres		**8 586,8**	**9 036,8**
Passifs non courants			
Provisions	11	1 550,2	1 579,9
Dettes financières	8.3	9 100,0	9 760,6
Instruments financiers dérivés	8.4	23,1	26,4
Autres passifs financiers	8.2	39,9	43,1
Passifs contrats		273,2	268,7
Autres passifs		587,0	561,6
Impôts différés Passif	4.4	820,2	760,1
Total Passifs non courants		**12 393,6**	**13 000,4**
Passifs courants			
Provisions	11	510,0	537,9
Dettes financières	8.3	3 735,0	2 003,8
Instruments financiers dérivés	8.4	101,8	38,3
Fournisseurs et autres créanciers	8.2	3 692,3	3 743,5
Passifs contrats		910,4	1 069,0
Autres passifs		3 535,6	3 301,0
Total Passifs courants		**12 485,1**	**10 693,5**
Total Passif et Capitaux Propres		**33 465,5**	**32 730,7**

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.
Pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, l'état de situation financière a été modifié par rapport à celui présenté dans le cadre du Document de Référence publié au 31 décembre 2017 pour tenir compte des incidences liées à l'application des nouvelles normes sur la consolidation, et à l'allocation du prix d'acquisition de GE Water.

5.2 Comptes de résultat consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires	3.2	8 350,6	7 493,2
Achats		(1 810,8)	(1 493,3)
Charges de personnel		(2 304,0)	(1 975,0)
Amortissements, dépréciations et provisions		(594,4)	(545,4)
Autres charges opérationnelles		(3 295,0)	(3 185,2)
Autres produits opérationnels		126,3	145,2
Résultat opérationnel courant	4.2	**472,7**	**439,5**
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel		0,6	13,9
Perte de valeurs sur actifs corporels, incorporels et financiers		(3,0)	(6,5)
Restructurations		(58,1)	(86,4)
Effets de périmètre		4,1	(1,8)
Autres résultats de cessions		24,2	16,8
Résultat des activités opérationnelles	4.2	**440,5**	**375,5**
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		93,3	112,2
dont quote-part de résultat net des coentreprises	*7.1*	*45,6*	*44,3*
dont quote-part de résultat net des entreprises associées	*7.2*	*47,7*	*67,9*
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		**533,8**	**487,7**
Charges financières		(275,1)	(255,0)
Produits financiers		38,0	37,9
Résultat financier	4.3	**(237,1)**	**(217,1)**
Impôt sur les bénéfices	4.4	(88,7)	(105,5)
Résultat net		**208,0**	**165,1**
Résultat net part du Groupe	5	90,1	44,2
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		117,9	120,9
Résultat net part du Groupe par action *(en euros)*	5	**0,11**	**0,05**
Résultat net part du Groupe par action dilué *(en euros)*	5	**0,11**	**0,06**

Pour l'exercice clos au 30 juin 2017, le compte de résultat consolidé a été modifié par rapport à celui présenté dans le cadre du Rapport Financier Semestriel publié au 30 juin 2017 pour tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS 15.

5.3 États des résultats globaux consolidés

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2018 Quote-part du Groupe	30 juin 2018 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle	30 juin 2017 retraité	30 juin 2017 retraité Quote-part du Groupe	30 juin 2017 retraité Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net	**208,0**	**90,1**	**117,9**	**165,1**	**44,2**	**120,9**
Instruments de capitaux propres	4,2	2,5	1,7	2,5	2,2	0,3
Couverture d'investissement net	0,5	0,5	–	(2,8)	(2,8)	–
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	(0,5)	(1,3)	0,8	(162,7)	(164,1)	1,4
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	0,4	2,0	(1,6)	(3,6)	(3,6)	–
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	(0,1)	(0,3)	0,2	(2,3)	(1,9)	(0,4)
Quote-part des coentreprises sur éléments recyclables, nette d'impôt	6,9	6,9	–	(46,0)	(46,0)	–
Quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables, nette d'impôt	6,2	6,2	–	4,9	4,9	–
Écarts de conversion	4,3	19,2	(14,9)	(203,8)	(105,8)	(98,0)
Total éléments recyclables	**21,9**	**35,7**	**(13,8)**	**(413,8)**	**(317,1)**	**(96,7)**
Pertes et gains actuariels	3,7	0,1	3,6	12,4	13,7	(1,3)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	(5,1)	(4,0)	(1,1)	10,5	10,0	0,5
Quote-part des coentreprises sur éléments non recyclables, nette d'impôt	0,3	(0,3)	–	–	–	–
Quote-part des entreprises associées sur éléments non recyclables, nette d'impôt	–	–	–	1,9	1,9	–
Total éléments non recyclables	**(1,7)**	**(4,2)**	**2,5**	**24,8**	**25,6**	**(0,8)**
Résultat global	**228,2**	**121,6**	**106,6**	**(223,9)**	**(247,3)**	**23,4**

Pour l'exercice clos au 30 juin 2017, l'état du résultat global a été modifié par rapport à celui présenté dans le cadre du Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2017 pour tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS 15.

5.4 États des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Titres super subordonnés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2016 publiés	**564 401 246**	**2 257,6**	**4 632,3**	**(2 287,7)**	**(240,6)**	**180,0**	**(28,6)**	**982,9**	**5 495,9**	**1 869,9**	**7 365,8**
Retraitement IFRS 15 [a]				(49,9)					(49,9)	(0,1)	(50,0)
Capitaux propres au 1er janvier 2017 retraités	**564 401 246**	**2 257,6**	**4 632,3**	**(2 337,6)**	**(240,6)**	**180,0**	**(28,6)**	**982,9**	**5 446,0**	**1 869,8**	**7 315,8**
Résultat net				44,2					44,2	120,9	165,1
Autres éléments du résultat global				25,7	(160,1)	(157,1)			(291,5)	(97,5)	(389,0)
Résultat global				**69,9**	**(160,1)**	**(157,1)**			**(247,3)**	**23,4**	**(223,9)**
Rémunération sur base d'actions				0,3					0,3		0,3
Dividendes distribués en numéraire				(366,6)					(366,6)	(142,1)	(508,7)
Souscriptions d'une nouvelle souche de titres super subordonnés								600,0	600,0		600,0
Frais de mise en place d'une nouvelle souche de titres super subordonnés								(2,3)	(2,3)		(2,3)
Coupons des titres super subordonnés				(27,5)					(27,5)		(27,5)
Achat/vente de titres d'autocontrôle							(5,0)		(5,0)		(5,0)
Livraison Actions de performance	1 514 949	6,0	(6,6)	0,6					–		–
Augmentation/réduction de capital	47 468 354	189,9	556,4						746,3	60,0	806,3
Affectation à la réserve légale			(19,0)	19,0					–		–
Transactions entre actionnaires				(22,1)					(22,1)	(12,9)	(35,0)
Regroupements d'entreprises									–	(14,5)	(14,5)
Autres variations				3,1					3,1		3,1
Capitaux propres au 30 juin 2017 retraités	**613 384 549**	**2 453,5**	**5 163,1**	**(2 660,9)**	**(400,7)**	**22,9**	**(33,6)**	**1 580,6**	**6 124,9**	**1 783,7**	**7 908,6**
Capitaux propres au 31 décembre 2017 publiés	**623 362 579**	**2 493,4**	**5 236,4**	**(2 372,5)**	**(228,3)**	**(70,3)**	**(77,0)**	**1 580,6**	**6 562,3**	**2 503,7**	**9 066,0**
Retraitement IFRS 15 [a]				(59,4)		6,1			(53,3)	–	(53,3)
Impacts liés à l'acquisition de GE Water [b]				12,7		(0,7)			12,0	12,1	24,1
Capitaux propres au 31 décembre 2017 retraités	**623 362 579**	**2 493,4**	**5 236,4**	**(2 419,2)**	**(228,3)**	**(64,9)**	**(77,0)**	**1 580,6**	**6 521,0**	**2 515,8**	**9 036,8**
Retraitement IFRS 9 [a]				57,4	(119,8)				(62,4)	(3,3)	(65,7)
Capitaux propres au 1er janvier 2018	**623 362 579**	**2 493,4**	**5 236,4**	**(2 361,8)**	**(348,1)**	**(64,9)**	**(77,0)**	**1 580,6**	**6 458,6**	**2 512,5**	**8 971,1**
Résultat net				90,1					90,1	117,9	208,0
Autres éléments du résultat global				10,8	(4,2)	24,9			31,5	(11,3)	20,2
Résultat global				**100,9**	**(4,2)**	**24,9**			**121,6**	**106,6**	**228,2**
Rémunération sur base d'actions				0,3					0,3		0,3
Dividendes distribués en numéraire				(401,9)					(401,9)	(153,4)	(555,3)
Coupons des titres super subordonnés				(46,0)					(46,0)		(46,0)
Achat/vente de titres d'autocontrôle							27,4		27,4		27,4
Augmentation/réduction de capital [c]	(2 000 000)	(8,0)	(22,0)						(30,0)		(30,0)
Transactions entre actionnaires [d]									–	(8,8)	(8,8)
Autres variations				0,5					0,5	(0,6)	(0,1)
Capitaux propres au 30 juin 2018	**621 362 579**	**2 485,4**	**5 214,4**	**(2 708,0)**	**(352,3)**	**(40,0)**	**(49,6)**	**1 580,6**	**6 130,5**	**2 456,3**	**8 586,8**

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, l'état de variation des capitaux propres a été modifié par rapport à celui présenté dans le cadre du Document de Référence publié au 31 décembre 2017 pour tenir compte des incidences liées à l'application des nouvelles normes sur la consolidation, et à l'allocation du prix d'acquisition de GE Water.

a) Se reporter à la Note 1.3.3.
b) Impact net des amortissements des réévaluations d'actifs identifiables sur le dernier trimestre 2017 depuis la prise de contrôle et impact de la réforme fiscale aux USA sur les impôts différés générés par ces réévaluations entre la date de prise de contrôle et le 31 décembre 2017. Se reporter à la Note 2.1.
c) Réduction de capital résultant de l'annulation de 2 000 000 actions autodétenues par SUEZ.
d) Concerne le rachat de minoritaires dans le cadre d'une réorganisation actionnariale d'entités au Mexique.

5.5 États des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Résultat net		**208,0**	**165,1**
– Quote-part de résultat net des coentreprises	7.1	(45,6)	(44,3)
– Quote-part de résultat net des entreprises associées	7.2	(47,7)	(67,9)
+ Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		88,3	75,6
– Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations		566,8	538,1
– Effets de périmètre, autres éléments non récurrents		(31,8)	(23,5)
– Autres éléments sans effet de trésorerie		1,5	0,3
– Charge d'impôt	4.4	88,7	105,5
– Résultat financier	4.3	237,1	217,1
MBA avant résultat financier et impôt		**1 065,3**	**966,0**
+ Impôt décaissé		(105,3)	(93,5)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		**(228,5)**	**(255,1)**
Flux issus des activités opérationnelles		**731,5**	**617,4**
Investissements corporels et incorporels	3.4.3	(625,5)	(487,0)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	3.4.3	(72,2)	(26,6)
Acquisitions de participations dans les coentreprises et entreprises associées	3.4.3	(43,5)	(11,1)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres	3.4.3	(5,8)	(6,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		63,6	186,6
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés		–	5,4
Cessions de participations dans les coentreprises et entreprises associées		1,4	3,3
Cessions d'instruments de capitaux propres		–	1,8
Intérêts reçus/(versés) d'actifs financiers non courants		(13,9)	6,2
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants		0,9	0,4
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres		(16,2)	6,4
Flux issus des activités d'investissement		**(711,2)**	**(321,1)**
Dividendes payés [a]		(621,7)	(576,5)
Remboursement de dettes financières	8	(360,4)	(1 054,0)
Variation des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat		9,8	3,1
Intérêts financiers versés		(185,5)	(198,6)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie		11,4	18,7
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net et soultes sur instruments financiers dérivés		17,1	13,0
Augmentation des dettes financières	8	1 454,7	1 332,5
Augmentation/diminution de capital [b]		0,1	808,1
Émission de titres super subordonnés nets de frais d'émission [c]	8.3.2	–	597,7
Achat/vente de titres d'autocontrôle		(2,7)	(5,0)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	3.4.3	(9,6)	–
Flux issus des activités de financement		**313,2**	**939,0**
Effet des variations de change et divers		(16,8)	(45,1)
Total des flux de la période		**316,7**	**1 190,2**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture [d]		**2 392,2**	**2 924,7**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8	**2 708,9**	**4 114,9**

Pour l'exercice clos au 30 juin 2017, l'état de flux de trésorerie a été modifié par rapport à celui présenté dans le cadre du Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2017 pour tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS 15.

a) Y compris retenues à la source.

b) En 2017, ce flux incluait pour l'essentiel 745,6 millions d'euros d'augmentation de capital nette de frais d'émission dans le cadre de l'acquisition de GE Water et 60 millions d'euros d'augmentation de capital de SUEZ NWS Limited souscrite par NWS Holdings Limited.

c) En 2017, ce flux correspondait à une émission, par SUEZ, de titres super subordonnés pour 597,7 millions d'euros après imputation des frais d'émission.

d) Le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture a été retraité des découverts bancaires exigibles sur demande tel que défini par la norme IAS7.8 pour un montant de 665,9 millions d'euros.

5.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Base de présentation, principes et méthodes comptables	22
Note 2	Opérations majeures	28
Note 3	Information sectorielle	31
Note 4	Compte de résultat	34
Note 5	Résultat par action	36
Note 6	Goodwills et immobilisations	37
Note 7	Participations dans les coentreprises et entreprises associées	38
Note 8	Instruments financiers	41
Note 9	Gestion des risques liés aux instruments financiers	48
Note 10	Participations ne donnant pas le contrôle	52
Note 11	Provisions	53
Note 12	Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire	54
Note 13	Procédures judiciaires et d'arbitrage	54
Note 14	Transactions avec des parties liées	55
Note 15	Événements postérieurs à la clôture	55

Note 1 Base de présentation, principes et méthodes comptables

1.1 Base de présentation

SUEZ, société mère du Groupe est une Société Anonyme soumise aux dispositions du livre II du Code de commerce, ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux sociétés commerciales françaises. Elle a été constituée en novembre 2000. Le siège du Groupe est domicilié Tour CB21 – 16 place de l'Iris – 92040 Paris-La Défense – France.

Le Groupe est un acteur mondial dans la gestion du cycle de l'eau et du cycle des déchets. SUEZ est coté sur les marchés Euronext Paris (Compartiment A) et Euronext Bruxelles depuis le 22 juillet 2008.

En date du 25 juillet 2018, les états financiers consolidés condensés semestriels de la société SUEZ et de ses filiales au 30 juin 2018, ont été présentés au Conseil d'Administration de SUEZ qui a autorisé leur publication.

1.2 Référentiel

En application du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 sur le prospectus, les informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de SUEZ sont fournies pour les deux derniers exercices 2016 et 2017, et sont établies conformément au Règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (IFRS). Au 30 juin 2018, les états financiers condensés semestriels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et aux IFRS adoptées par l'Union européenne[1]. Les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2018, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés condensés semestriels n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2017, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.3 Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés condensés semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne (UE), à l'exception des éléments mentionnés ci-dessous aux paragraphes 1.3.1. et 1.3.3.

1.3.1 Normes, amendements et interprétations appliqués par le Groupe à partir du 1er janvier 2018

Les textes appliqués pour la première fois par le Groupe à compter du 1er janvier 2018 sont les suivants :

- IFRS 9 – Instruments Financiers et IFRS 7 telle qu'amendée par IFRS 9 ;
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

Les impacts de l'application de ces nouveaux textes sont décrits au paragraphe 1.3.3.

- IFRIC 22 – Paiements d'avance sur transactions en devises ;
- amendements à IFRS 2 – Classement et évaluation des paiements sur base d'actions ;
- amendements à IAS 28 – Intérêts à long terme dans les entreprises associées et les coentreprises ;
- améliorations annuelles des IFRS cycle 2014-2016.

Ces amendements et interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

1.3.2 Normes IFRS et amendements applicables postérieurement au 30 juin 2018 et non anticipés par le Groupe

Normes et amendements publiés par L'IASB et adoptés par l'UE

- IFRS 16 – Contrats de location.

Le Groupe n'envisage pas d'application anticipée de cette norme. L'analyse des incidences de l'application de cette norme est en cours, ainsi que l'analyse des choix à opérer en matière de méthode de transition.

- Amendements à IFRS 9 – Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative

Normes et amendements publiés par L'IASB et non encore adoptés par l'UE

- amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
- IFRIC 23 – Traitement des positions fiscales incertaines ;
- améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017 et amendements en résultant ;
- amendements à IAS 19 – Modification, réduction ou liquidation de régime ;
- modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- IFRS 14 – Comptes de report règlementaires.

Cette norme, dont l'adoption par l'UE n'est actuellement pas envisagée, n'aurait aucun impact sur les comptes du Groupe puisqu'elle est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS.

(1) Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm.

1.3.3 Impacts de la première application de la norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires, de l'allocation de prix suite à l'acquisition de GE Water & Process Technologies et de la première application de la norme IFRS 9 – Instruments financiers

1.3.3.1 IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15 remplace les normes IAS 11 – Contrats de construction et IAS 18 - Produits des activités ordinaires. SUEZ applique cette norme au 1er janvier 2018 avec information comparative pour l'année 2017 et effet rétroactif au 1er janvier 2017.

Ce nouveau texte établit un modèle en 5 étapes pour comptabiliser les produits tirés des contrats avec les clients.

Les travaux menés ont permis de documenter une très large convergence entre les méthodes appliquées par le Groupe jusqu'au 31 décembre 2017 et les dispositions d'IFRS 15.

Les retraitements des comptes 2017 concernent pour l'essentiel les cas particuliers de deux Business Units. Ils portent, l'un sur la reconnaissance d'obligations de performance distinctes et présentant un profil de transfert de contrôle différent, et l'autre sur la qualification en réduction du revenu de paiements au client précédemment analysés comme des charges.

Les impacts sur l'état de situation financière consolidé, le compte de résultat consolidé et l'état de résultat global consolidé sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

L'impact d'IFRS 15 sur les capitaux propres part du Groupe, à la date de transition au 1er janvier 2018, est de - 53,3 millions d'euros. L'impact rétroactif au 1er janvier 2017, tel que présenté dans l'état de variations des capitaux propres consolidés, ressort à - 50,0 millions d'euros.

Les engagements du groupe SUEZ correspondent souvent à une seule obligation de performance. Lorsque les contrats englobent à la fois une activité de construction et une activité d'exploitation d'installations, deux obligations de performance distinctes sont alors distinguées.

Le groupe SUEZ comptabilise son chiffre d'affaires essentiellement à l'avancement, en IFRS 15 comme avec les normes précédentes, dans le cadre de contrats souvent à long terme. Au 30 juin 2018, comme lors des exercices précédents, le chiffre d'affaires est comptabilisé :

- sur la base des volumes livrés au client dans l'activité de distribution d'eau ;
- en fonction des tonnages collectés et du service apporté par le groupe SUEZ, dans l'activité de collecte des déchets ;
- en fonction des volumes de déchets traités et des revenus annexes de valorisation des déchets, dans l'incinération et le tri ;
- en fonction de l'avancement des coûts dans les activités d'ingénierie, de construction et de vente d'équipements.

Au 30 juin 2018 comme lors des exercices précédents, le groupe SUEZ présente de façon isolée, à l'actif de l'état de situation financière, les créances clients correspondant au droit inconditionnel à recevoir de la trésorerie, en échange des obligations contractuelles dont SUEZ s'est déjà acquitté.

Il existe aussi des situations dans lesquelles SUEZ a rempli pour partie ses obligations contractuelles, mais n'a pas encore obtenu un droit inconditionnel à encaissement, par exemple parce que tel jalon technique n'a pas été atteint à la date d'arrêté comptable. Ces situations conduisent désormais à la présentation des actifs concernés sur deux lignes distinctes de l'état de situation financière, une ligne dans les « Actifs non courants » et une ligne dans les « Actifs courants ». Jusqu'au 31 décembre 2017, ces actifs étaient inclus respectivement dans les agrégats « Immobilisations incorporelles nettes » et « Autres actifs courants » de l'état de situation financière.

Il existe par ailleurs des passifs de contrats avec des clients, encourus du fait que les clients ont déjà payé des prestations que SUEZ n'a pas encore réalisées (acomptes reçus sur prestations non encore réalisées ; produits constatés d'avance). Ces passifs de contrats étaient inclus jusqu' au 31 décembre 2017 principalement dans les agrégats « Autres passifs courants » et « Autres passifs non courants » de l'état de situation financière. Ils sont désormais isolés sur deux lignes distinctes, une ligne dans les « Passifs non courants » et une ligne dans les « Passifs courants ».

1.3.3.2 Allocation de prix suite à l'acquisition de GE Water & Process Technologies (GEW)

Le Groupe applique la méthode dite de l'acquisition telle que décrite dans IFRS 3 révisée et, en application de cette méthode, comptabilise à la date de prise de contrôle les actifs acquis et passifs repris identifiables à leur juste valeur, ainsi que toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise. Ces participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à la part proportionnelle dans l'actif net.

À la clôture de l'exercice d'un regroupement d'entreprise, la juste valeur des actifs et passifs identifiables peut être provisoire. Dans ce cas, leur valeur doit être ajustée rétrospectivement pendant la période d'évaluation. La période d'évaluation dure un an à compter de la date d'acquisition. Au cours de la période d'évaluation, le Groupe doit également comptabiliser à leur juste valeur les actifs et passifs identifiables non comptabilisés à la date d'acquisition.

Au 30 septembre 2017, à la date d'acquisition de GE Water & Process Technologies, la juste valeur des actifs et passifs identifiables n'était pas définitive. Au 30 juin 2018, leur valeur a été revue (cf. Note 2.1.1 et Note 2.1.2).

Les impacts de l'allocation des actifs et passifs sont présentés dans l'état de situation financière au 31 décembre 2017 ci-dessous.

1.3.3.3 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 15 et à l'allocation de prix suite à l'acquisition de GE Water & Process Technologies

Impacts de la norme IFRS 15 et de l'allocation de prix suite à l'acquisition de GE Water sur l'état de situation financière consolidé comparatif au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	Première application d'IFRS 15	Allocation de prix liée à l'acquisition de GEW	31 décembre 2017 retraité
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles nettes	4 161,9	(17,5)	767,2	4 911,6
Goodwill	5 587,2	–	(533,3)	5 053,9
Immobilisations corporelles nettes	8 467,5	–	49,0	8 516,5
Instruments de capitaux propres	127,1	–	–	127,1
Prêts et créances au coût amorti	728,6	(6,7)	–	721,9
Instruments financiers dérivés	149,5	–	–	149,5
Participations dans les coentreprises	1 003,9	–	–	1 003,9
Participations dans les entreprises associées	1 020,4	(4,8)	5,2	1 020,8
Actifs contrats	–	21,6	–	21,6
Autres actifs	274,5	–	–	274,5
Impôts différés Actif	697,2	17,6	45,1	759,9
Total actifs non courants	**22 217,8**	**10,2**	**333,2**	**22 561,2**
Actifs courants				
Prêts et créances au coût amorti	136,6	–	–	136,6
Instruments financiers dérivés	89,5	–	–	89,5
Clients et autres débiteurs	4 689,7	30,4	1,3	4 721,4
Stocks	471,0	(1,7)	(13,4)	455,9
Actifs contrats	–	414,7	1,0	415,7
Autres actifs	1 650,7	(408,6)	(6,7)	1 235,4
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	56,9	–	–	56,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 058,1	–	–	3 058,1
Total actifs courants	**10 152,5**	**34,8**	**(17,8)**	**10 169,5**
Total actif	**32 370,3**	**45,0**	**315,4**	**32 730,7**
Capitaux propres part du Groupe	6 562,3	(53,3)	12,0	6 521,0
Participations ne donnant pas le contrôle	2 503,7	–	12,1	2 515,8
Total capitaux propres	**9 066,0**	**(53,3)**	**24,1**	**9 036,8**
Passifs non courants				
Provisions	1 574,9	–	5,0	1 579,9
Dettes financières	9 760,6	–	–	9 760,6
Instruments financiers dérivés	26,4	–	–	26,4
Autres passifs financiers	43,1	–	–	43,1
Passifs contrats	–	268,7	–	268,7
Autres passifs	893,6	(332,0)	–	561,6
Impôts différés Passif	556,2	0,1	203,8	760,1
Total passifs non courants	**12 854,8**	**(63,2)**	**208,8**	**13 000,4**
Passifs courants				
Provisions	505,8	(0,1)	32,2	537,9
Dettes financières	2 004,4	–	(0,6)	2 003,8
Instruments financiers dérivés	38,3	–	–	38,3
Fournisseurs et autres créanciers	3 713,5	(47,9)	77,9	3 743,5
Passifs contrats	–	1 081,0	(12,0)	1 069,0
Autres passifs	4 187,5	(871,5)	(15,0)	3 301,0
Total passifs courants	**10 449,5**	**161,5**	**82,5**	**10 693,5**
Total passif et capitaux propres	**32 370,3**	**45,0**	**315,4**	**32 730,7**

Impacts de la norme IFRS15 Sur le compte de résultat consolidé comparatif au 30 juin 2017

(en millions d'euros)	30 juin 2017 publié	Première application IFRS15	30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires	7 526,1	(32,9)	7 493,2
Achats	(1 522,4)	29,1	(1 493,3)
Charges de personnel	(1 975,0)	–	(1 975,0)
Amortissements, dépréciations et provisions	(545,4)	–	(545,4)
Autres charges opérationnelles	(3 188,4)	3,2	(3 185,2)
Autres produits opérationnels	145,2	–	145,2
Résultat opérationnel courant	**440,1**	**(0,6)**	**439,5**
Résultat des activités opérationnelles	**376,1**	**(0,6)**	**375,5**
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	**488,3**	**(0,6)**	**487,7**
Résultat financier	**(217,1)**	**0,0**	**(217,1)**
Impôt sur les bénéfices	(105,7)	0,2	(105,5)
Résultat net	**165,5**	**(0,4)**	**165,1**
Résultat net part du Groupe	44,6	(0,4)	44,2
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	120,9	–	120,9
Résultat net part du Groupe par action *(en euros)*	**0,05**	**–**	**0,05**
Résultat net part du Groupe par action dilué *(en euros)*	**0,06**	**–**	**0,06**

Impacts de la norme IFRS15 sur le résultat global consolidé comparatif au 30 juin 2017

(en millions d'euros)	30 juin 2017 Publié	30 juin 2017 Quote-part du Groupe Publié	30 juin 2017 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle Publié	Première application IFRS15	Quote-part du Groupe	Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle	30 juin 2017 Retraité	30 juin 2017 Quote-part du Groupe Retraité	30 juin 2017 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle Retraité
Résultat net	**165,5**	**44,6**	**120,9**	**(0,4)**	**(0,4)**	**–**	**165,1**	**44,2**	**120,9**
Total éléments recyclables	**(415,3)**	**(318,6)**	**(96,7)**	**1,5**	**1,5**	**–**	**(413,8)**	**(317,1)**	**(96,7)**
Total éléments non recyclables	**24,8**	**25,6**	**(0,8)**	**–**	**–**	**–**	**24,8**	**25,6**	**(0,8)**
Résultat global	**(225,0)**	**(248,4)**	**23,4**	**1,1**	**1,1**	**–**	**(223,9)**	**(247,3)**	**23,4**

Impacts de la norme IFRS15 sur l'état de flux de trésorerie consolidé comparatif au 30 juin 2017

(en millions d'euros)	30 juin 2017 publié	Première application IFRS15	30 juin 2017 retraité
Résultat net	**165,5**	**(0,4)**	**165,1**
MBA avant résultat financier et impôt	966,6	(0,6)	966,0
Impôt décaissé	(93,5)	–	(93,5)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(255,7)	0,6	(255,1)
Flux issus des activités opérationnelles	617,4	–	617,4
Flux issus des activités d'investissement	(321,1)	–	(321,1)
Flux issus des activités de financement	939,0	–	939,0
Effet des variations de change et divers	(45,1)	–	(45,1)
Total des flux de la période	**1 190,2**	**–**	**1 190,2**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**2 924,7**	**–**	**2 924,7**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**4 114,9**	**–**	**4 114,9**

1.3.3.4 Impacts IFRS 9 – Instruments Financiers

La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 à compter du 1er janvier 2018. La première application de cette norme ne génère pas de retraitement significatif. le groupe SUEZ a pris l'option de ne pas publier d'information comparative pour l'année 2017.

La norme IFRS 9 inclut trois volets :

Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

IFRS 9 requiert que les actifs financiers soient classés en quatre catégories (coût amorti, juste valeur par résultat, juste valeur par capitaux propres recyclables et juste valeur par capitaux propres non recyclables) l'état de situation financière, en fonction de leur nature, des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels ; du modèle économique suivi pour leur gestion et des choix réalisés par l'entreprise pour les instruments de capitaux propres. Ces reclassements doivent être réalisés de façon rétroactive.

Au sein du groupe SUEZ, le seul reclassement requis par la première application d'IFRS 9 concerne les titres de participation classés initialement en « Titres disponibles à la vente » selon IAS39, et désormais répartis en deux catégories d'« instruments de capitaux propres », comme détaillé ci-dessous et en note 8.1.1.

L'impact du reclassement se présente comme suit au 1er janvier 2018 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 retraité	Reclassement	1er janvier 2018 retraité
Titres disponibles à la vente	127,1	(127,1)	–
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres		103,2	103,2
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat		23,9	23,9

Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres sont essentiellement des titres non consolidés non cotés.

Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le compte de résultat sont principalement des titres détenus dans des groupes cotés.

Dépréciation

IFRS 9 détermine les principes et la méthodologie à appliquer pour évaluer et comptabiliser les dépréciations liées au risque de crédit sur les actifs financiers et les actifs de contrats. Cette nouvelle méthodologie est à appliquer de façon rétroactive.

Les actifs concernés au sein du Groupe SUEZ sont principalement :

- les créances commerciales, y compris les créances constatées par application de l'interprétation IFRIC 12 sur les contrats de concession ;
- les prêts ;
- les dépôts et cautionnements ;
- les actifs de contrats au sens d'IFRS15.

Des dépréciations sont désormais comptabilisées dès que les entités du groupe SUEZ s'attendent à des pertes pour non recouvrement sur ces actifs, même si ces entités n'ont pas encore subi d'impayés sur ces actifs.

A contrario, selon IAS 39, les dépréciations étaient comptabilisées sur des actifs financiers, seulement lorsque des pertes étaient avérées (dépassements d'échéance).

L'essentiel de l'impact du retraitement généré par la première application d'IFRS 9 provient de dépréciations supplémentaires comptabilisées sur des créances commerciales, par la contrepartie des capitaux propres, à hauteur de - 67,4 millions d'euros après effet des impôts différés, et de la diminution de la valeur des Participations dans les entreprises associées, à hauteur de - 36,8 millions d'euros, générée par des dépréciations sur des créances commerciales portées par des entités mises en équivalence.

Les entités du groupe SUEZ ont constitué des matrices de risques de non recouvrement sur leurs créances commerciales par catégorie homogène de clients, adaptées à leurs réalités locales, au regard des taux d'impayés observés dans un passé récent sur des créances à profil de risque de crédit similaire. Elles ont utilisé ces matrices pour calculer les dépréciations révisées en fonction des taux d'impayés attendus.

Le groupe SUEZ a également adapté les méthodes de dépréciation de ses actifs de contrats et autres actifs financiers aux principes d'IFRS 9. Ces autres adaptations de méthodes n'ont généré aucun retraitement significatif au 1er janvier 2018.

Comptabilité de couverture

Le Groupe a une politique de couverture des risques de change et de taux d'intérêt.

SUEZ a adopté la comptabilité de couverture selon IFRS 9 à partir du 1er janvier 2018. Il n'y a aucun retraitement sur ce sujet spécifique à la date de transition.

1.4 Utilisation d'estimations et du jugement

La crise économique et financière se poursuivant, le Groupe maintient ses procédures de suivi des risques sur les instruments financiers. Cet environnement de crise et de volatilité importante des marchés est pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les *business plans* et les différents taux d'actualisation utilisés à la fois pour les tests de valeur et les calculs de provisions.

1.4.1 Estimations

La préparation des états financiers consolidés condensés semestriels nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de la période.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révise ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des États financiers consolidés condensés semestriels portent principalement sur :

- l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des *goodwills*, des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- l'évaluation des provisions et notamment les provisions pour litiges ainsi que les engagements de retraite et assimilés ;
- l'évaluation des passifs de renouvellement ;
- l'évaluation des instruments financiers ;
- l'évaluation du chiffre d'affaires réalisé et non relevé, dit « en compteur » ;
- l'évaluation des marges à terminaison des contrats de construction ;
- l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés.

Des informations complémentaires sur le contenu de ces estimations sont présentées dans la Note 1 aux états financiers consolidés 2017.

1.4.2 Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour la comptabilisation des contrats de concession et la classification des accords qui contiennent des contrats de location.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

1.5 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2018 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2018.

Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées au début de l'exercice. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

Provisions pour reconstitution de sites

Ces provisions sont recalculées une fois par an pour l'établissement de l'état de situation financière au 31 décembre (voir Note 17.4 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017).

Note 2 Opérations majeures

2.1 Allocation du coût du regroupement d'entreprises suite à l'acquisition de GE Water & Process Technologies

Le 29 septembre 2017, SUEZ a finalisé la prise de contrôle de GE Water & Process Technologies (« GE Water ») au travers de SUEZ Water Technologies and Solutions (« SWTS »), société détenue à 70 % par SUEZ et à 30 % par CDPQ (Caisse des dépôts et placement du Québec).

Le prix d'acquisition s'est élevé à 2 903 millions d'euros dans le cadre d'une opération en numéraire. La trésorerie disponible de GE Water, à la date d'acquisition, se montait à 204 millions, ce qui a généré une sortie de trésorerie de 2 699 millions d'euros, reflétée dans le tableau de trésorerie de l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, le *goodwill* provisoire généré à l'occasion de cette acquisition ressortait à 2 171 millions d'euros (au taux de change USD/EUR du 31 décembre 2017).

2.1.1 Allocation du prix d'acquisition

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a réalisé l'ensemble des travaux d'allocation du prix d'acquisition conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises. Cette affectation reste provisoire et pourra faire l'objet de révisions à la marge jusqu'au 30 septembre 2018.

(en millions d'euros)	Juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date de transaction
Actifs non courants	
Immobilisations incorporelles nettes	880
Immobilisations corporelles nettes	578
Participations dans les coentreprises	21
Impôts différés actifs	62
Actifs courants	
Autres actifs	735
Trésorerie et équivalents de trésorerie	203
Passifs non courants	
Autres passifs	79
Impôts différés passifs	309
Passifs courants	
Autres passifs	812
Total actif net (à 100 %)	**1 279**
Contrepartie transférée pour l'acquisition de GE Water	2 903
Participation ne donnant pas le contrôle	39
Goodwill	**1 663**

L'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs identifiables à la date de transaction a été réalisée par un expert indépendant.

Actifs incorporels

La juste valeur des actifs incorporels s'élève à 880 millions d'euros. Elle comprend principalement des relations clients et des technologies. L'évaluation des actifs incorporels a été effectuée selon l'approche par les revenus (valeur des flux de trésorerie futurs actualisés) ou sur la base de la méthode de la redevance.

Actifs corporels

La juste valeur des actifs corporels s'élève à 578 millions d'euros. L'évaluation des actifs corporels a été effectuée par la combinaison de trois approches :

- approche de marché : prix d'actif comparable dans des circonstances similaires ;
- approche par les revenus : valeur des flux de trésorerie futurs actualisés ;
- approche par les coûts : valeur du coût de remplacement.

Stocks

La juste valeur des stocks est de 199 millions d'euros. Ils ont été évalués au prix de vente sous déduction des coûts d'achèvement et des frais de commercialisation.

Provisions

Conformément aux principes d'IFRS 3 révisée, l'estimation des provisions a été revue pour prendre en compte des provisions au titre de passifs éventuels, résultant notamment de litiges en cours à la date de transaction.

Impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs ont été calculés sur la base des différences temporelles entre les valeurs comptables IFRS après allocation du prix d'acquisition et les valeurs fiscales des actifs acquis et passifs repris. Le montant net des impôts différés reconnus s'élève à 247 millions d'euros.

Participation ne donnant pas le contrôle

Le Groupe a décidé d'évaluer la participation ne donnant pas le contrôle selon la méthode du *goodwill* complet.

En conséquence de cette allocation, le *goodwill* résiduel s'élève à 1 663 millions d'euros et correspond non seulement à la capacité à développer de nouveaux actifs dans le futur (technologies, relations client) mais aussi au niveau des synergies attendues par le Groupe.

En 2018, le complément de dotation annuelle aux amortissements lié à ces différentes réévaluations ainsi que la consommation des charges et revenus différés impactera l'EBIT d'environ - 45 millions d'euros et le résultat net part du Groupe d'environ -23 millions d'euros.

2.1.2 Informations sur l'état de situation financière au 31 décembre 2017 après allocation du prix d'acquisition

L'impact de l'allocation des actifs et passifs se présente comme suit sur l'état de situation financière au 31décembre 2017 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	Impact de l'allocation du prix d'acquisition	31 décembre 2017 après allocation du prix d'acquisition
Immobilisations incorporelles nettes	4 162	767	4 929
Goodwill	5 587	(533)	5 054
Immobilisations corporelles nettes	8 468	49	8 517
Impôts différés Actif	697	45	742
Autres	3 304	5	3 309
Total actifs non courants	**22 218**	**333**	**22 551**
Stocks	471	(13)	458
Autres actifs	1 651	(5)	1 646
Autres	8 031		8 031
Total actifs courants	**10 153**	**(18)**	**10 135**
Total actif	**32 370**	**315**	**32 686**
Capitaux propres part du Groupe	6 562	12	6 574
Participations ne donnant pas le contrôle	2 504	12	2 516
Total capitaux propres	**9 066**	**24**	**9 090**
Provisions	1 575	5	1 580
Impôts différés Passif	556	204	760
Autres	10 724		10 724
Total passifs non courants	**12 855**	**209**	**13 064**
Provisions	506	32	538
Autres passifs	4 188		4 188
Autres	5 756	51	5 807
Total passifs courants	**10 449**	**83**	**10 532**
Total passifs et capitaux propres	**32 370**	**315**	**32 686**

2.1.3 Informations sur le compte de résultat après allocation du prix d'acquisition au 31 décembre 2017

Les principaux impacts sur le compte de résultat correspondant à la période comprise entre la date d'acquisition et le 31 décembre 2017 sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	Impact de l'allocation du prix d'acquisition	31 décembre 2017 après allocation du prix d'acquisition
Chiffres d'affaires	15 871	–	15 871
Achats	(3 092)	–	(3 092)
Amortissements, dépréciations et provisions	(4 115)	(10)	(4 125)
Autres	(7 591)	(60)	(7 651)
Résultat opérationnel courant	**1 073**	**(70)**	**1 003**
Résultat des activités opérationnelles	**963**	**(70)**	**893**
Résultat des activités opérationnelles après quote part de résultat net des entreprises mise en éauivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	**1 175**	**(70)**	**1 105**
Résultat Financier	**(429)**	**–**	**(429)**
Impôts sur les bénéfices	(225)	87	(139)
Résultat net	**520**	**17**	**537**
Résultat net part du Groupe	**302**	**12**	**314**

Le produit d'impôts différés de 87 millions d'euros résulte principalement de deux éléments :

- un produit d'impôts différés de 15 millions d'euros lié à l'allocation du prix d'acquisition (au taux d'impôt en vigueur au 30 septembre 2017) ;
- un produit d'impôts différés de 72 millions d'euros lié à la réforme fiscale aux USA, intervenue fin décembre 2017.

L'impact du reversement de la réévaluation des stocks et charges et revenus différés a généré une charge de 61 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant. Concernant les stocks, le reversement est intégralement comptabilisé en 2017.

Après les travaux d'allocation du prix d'acquisition, le chiffre d'affaires et l'EBITDA de GE Water au sein du Groupe SUEZ s'élèvent respectivement à 511 et 16 millions d'euros au 31 décembre 2017.

2.2 Cession des activités de Déchets d'Activités de Soins et Risques Infectieux (DASRI)

Le 28 février 2018, SUEZ a cédé les activités DASRI, sous la forme d'une cession de fond de commerce, au groupe MNH pour un montant de 16 millions d'euros. Ces activités représentaient un chiffre d'affaires de 47 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Au 30 juin 2018, la plus-value brute générée par cette opération est de 12 millions d'euros.

2.3 Plan de transformation SUEZ Espagne

Fin 2017, SUEZ Espagne a mis en place un plan de restructuration. Ce plan de départ volontaire a généré la comptabilisation de coûts de restructuration d'un montant d'environ 14 millions d'euros au 30 juin 2018.

Note 3 Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – Information sectorielle, les secteurs retenus ci-après pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base des reportings internes, notamment ceux suivis par le Comité de Direction, constitué des principaux décideurs opérationnels du Groupe.

Les secteurs retenus par le Groupe sont au nombre de cinq :

- Eau Europe ;
- Recyclage et Valorisation Europe ;
- International ;
- WTS (Water Technologies et Solutions) ;
- Autres.

La distinction en Europe est faite entre les métiers de distribution et de traitement de l'eau, et les métiers de collecte et de traitement des déchets.

Les activités réalisées à l'international sont regroupées et séparées de celles effectuées sur la zone Europe. Cette segmentation spécifique permet de refléter, en cohérence avec les systèmes internes d'organisation et avec la structure de gestion du Groupe, la différence de stratégie de développement mise en place à l'international par rapport à celle qui est suivie en Europe.

Enfin, l'ensemble des prestations de traitements d'eau au profit des clients industriels est isolé dans le secteur WTS. Cette activité était, jusqu'en 2016, intégrée dans les secteurs Eau Europe et International.

3.1 Secteurs opérationnels

Les filiales de SUEZ sont réparties selon les secteurs opérationnels suivants :

- **Eau Europe** : prestations de distribution et de traitement des eaux, notamment dans le cadre de contrats de concession (gestion de l'eau). Ces prestations sont délivrées au profit de particuliers, de collectivités locales ou d'industriels ;
- **Recyclage et Valorisation Europe** : prestations de collecte et de traitement des déchets tant vis-à-vis des collectivités locales que des industriels. Ces prestations incluent la collecte, le tri, le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique et l'enfouissement, tant pour les déchets banals que spéciaux ;
- **International** : segments d'activité dans lesquels le Groupe se développe, en fonction des opportunités, dans les métiers de l'Eau, du déchet et de l'ingénierie, en privilégiant la maîtrise des risques induits par les environnements locaux (mise en place de partenariats, politique de couverture, limitation des capitaux investis ou investissements dans des contextes fortement régulés) ;
- **WTS** : ce secteur regroupe l'ensemble des prestations d'eau au profit du segment de la clientèle industrielle.
- le secteur **Autres** est principalement constitué de holdings dont SUEZ, ainsi que de SUEZ Consulting, filiale de conseil du Groupe.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA, EBIT, Capitaux Employés et Investissements sont réconciliés aux comptes consolidés.

3.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

Chiffre d'affaires

	30 juin 2018			30 juin 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Hors Groupe	Groupe	Total	Hors Groupe	Groupe	Total
Eau Europe	2 230,2	20,4	2 250,6	2 240,0	25,9	2 265,9
Recyclage et Valorisation Europe	3 118,0	15,9	3 133,9	3 043,0	15,8	3 058,8
International	1 842,2	0,5	1 842,7	1 944,7	1,0	1 945,7
WTS	1 105,6	25,1	1 130,7	215,0	18,5	233,5
Autres	54,6	57,2	111,8	50,5	3,1	53,6
Élimination des transactions internes		(119,1)	(119,1)		(64,3)	(64,3)
Total chiffre d'affaires	**8 350,6**	**–**	**8 350,6**	**7 493,2**	**–**	**7 493,2**

EBITDA

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Eau Europe	567,5	589,0
Recyclage et Valorisation Europe	346,2	355,1
International	369,9	385,1
WTS	98,3	(5,6)
Autres	(58,7)	(55,9)
Total EBITDA	**1 323,2**	**1 267,7**

EBIT

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Eau Europe	248,1	259,7
Recyclage et Valorisation Europe	140,6	136,7
International	257,8	273,1
WTS	37,3	(6,6)
Autres	(76,5)	(69,1)
Total EBIT	**607,3**	**593,8**

Dotations aux amortissements

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Eau Europe	(224,4)	(222,8)
Recyclage et Valorisation Europe	(182,2)	(194,2)
International	(122,7)	(119,3)
WTS	(64,5)	(6,5)
Autres	(9,5)	(9,9)
Total dotations aux amortissements	**(603,3)**	**(552,7)**

Capitaux employés

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
Eau Europe	5 660,3	5 756,6
Recyclage et Valorisation Europe	3 686,3	3 555,1
International	5 641,7	5 542,0
WTS	3 355,0	3 177,7
Autres	153,2	(25,4)
Total capitaux employés	**18 496,5**	**18 006,0**

Investissements corporels, incorporels et financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Eau Europe	(235,0)	(207,0)
Recyclage et Valorisation Europe	(175,3)	(151,1)
International	(220,3)	(161,9)
WTS	(115,4)	(4,3)
Autres	(10,6)	(6,9)
Total investissements	**(756,6)**	**(531,2)**

Les investissements financiers inclus dans cet indicateur comprennent les acquisitions ou cessions d'intérêts dans des entités restant contrôlées, lesquelles sont présentées sur la ligne « changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées » dans l'état de flux de trésorerie. Se reporter au paragraphe 3.4.3.

3.3 Indicateurs clés par zone géographique

Les indicateurs ci-dessous sont ventilés :

- par zone de commercialisation à la clientèle pour le chiffre d'affaires ;
- par zone d'implantation des sociétés consolidées pour les capitaux employés.

	Chiffre d'affaires		Capitaux employés	
(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
France	2 564,2	2 492,6	2 502,0	2 141,6
Europe	2 691,9	2 530,1	5 550,6	5 646,9
International	3 094,5	2 470,5	10 443,9	10 217,5
Total	**8 350,6**	**7 493,2**	**18 496,5**	**18 006,0**

3.4 Réconciliation des indicateurs avec les états financiers

3.4.1 Réconciliation de l'EBIT et de l'EBITDA au résultat opérationnel courant

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Résultat opérationnel courant	**472,7**	**439,5**
Quote part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	93,3	112,2
Impact IFRIC 21	40,8	41,8
Autres	0,5	0,3
EBIT	**607,3**	**593,8**
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	594,4	545,4
Paiements fondés sur des actions [(a)]	1,4	0,3
Charges nettes décaissées des concessions	120,1	128,1
EBITDA	**1 323,2**	**1 267,6**

(a) L'impact des *Share Appreciation Rights* est présenté après couverture par des Warrants. Par ailleurs, ce montant n'inclut pas les plans de rémunération à long terme en numéraire.

3.4.2 Réconciliation des capitaux employés aux rubriques de l'état de situation financière

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	13 302,4	13 409,0
Goodwills nets	5 109,7	5 053,9
Instruments de capitaux propres (hors VMP et mise à la juste valeur)	262,1	131,7
Prêt et créances au coût amorti (hors actifs liés au financement)	741,0	858,5
Participation dans les coentreprises (hors réserves OCI nettes d'impôt)	1 134,0	1 071,0
Participation dans des entreprises associées (hors réserves OCI nettes d'impôt)	973,9	1 027,2
Créances clients et comptes rattachés	4 906,9	4 721,4
Stocks	508,6	455,9
Actifs contrats	571,2	456,4
Autres actifs courants et non courants	1 672,5	1 509,9
Provisions et pertes/gains actuariels sur retraites	(1 647,6)	(1 702,0)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(3 692,3)	(3 743,5)
Passifs contrats	(1 183,6)	(1 337,7)
Autres passifs courants et non courants	(4 122,6)	(3 862,7)
Autres passifs financiers	(39,9)	(43,1)
Capitaux employés	**18 496,5**	**18 006,0**

3.4.3 Réconciliation des investissements corporels, incorporels et financiers aux rubriques de l'état des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Investissements corporels et incorporels	(625,5)	(487,0)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(72,2)	(26,6)
Acquisitions de participations dans les entreprises associées et coentreprises	(43,5)	(11,1)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres	(5,8)	(6,5)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	(9,6)	–
Total investissements	**(756,6)**	**(531,2)**

Note 4 Compte de résultat

4.1 Résultat opérationnel courant et EBIT

Les variations de l'EBIT sont commentées dans le Rapport d'activité (voir chapitre 4 du présent document).

4.2 Résultat des activités opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Résultat opérationnel courant	**472,7**	**439,5**
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	0,6	13,9
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers	(3,0)	(6,5)
Restructurations	(58,1)	(86,4)
Effets de périmètre	4,1	(1,8)
Autres résultats de cession	24,2	16,8
Résultat des activités opérationnelles	**440,5**	**375,5**
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	93,3	112,2
dont quote-part de résultat net des coentreprises	*45,6*	*44,3*
dont quote-part de résultat net des entreprises associées	*47,7*	*67,9*
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	**533,8**	**487,7**

4.2.1 Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Perte de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	(1,5)	(3,8)
Actifs financiers	(4,0)	(10,8)
Total	**(5,5)**	**(14,6)**
Reprises de perte de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	1,6	4,9
Actifs financiers	0,9	3,2
Total	**2,5**	**8,1**
Total	**(3,0)**	**(6,5)**

Au-delà des tests de perte de valeur systématiques annuels relatifs aux *goodwills* et aux immobilisations incorporelles non amortissables réalisés au second semestre, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des *goodwills*, immobilisations corporelles et incorporelles. Les pertes de valeur éventuelles résultent de la comparaison entre la valeur comptable de l'actif concerné et sa valeur recouvrable (c'est-à-dire sa valeur d'utilité qui résulte soit d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés, soit d'une valeur de marché).

4.2.1.1 Pertes de valeur sur *goodwills*

Pour l'ensemble des *goodwills*, en l'absence d'identification d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2018, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 30 juin 2018.

4.2.1.2 Pertes de valeur sur immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles

Comme au 30 juin 2017, ce poste ne présente pas de montant significatif au 30 juin 2018.

4.2.1.3 Pertes de valeur sur actifs financiers

Au 30 juin 2018, ce poste ne présente pas de montant significatif.

Au 30 juin 2017, ce poste incluait pour l'essentiel des pertes de valeur sur des actifs financiers du secteur Recyclage et Valorisation Europe pour - 10,0 millions d'euros.

4.2.2 Restructurations

Au 30 juin 2018, ce poste inclut pour l'essentiel les coûts concernant différents plans de restructurations au sein du Groupe, notamment chez SUEZ Espagne pour - 13,6 millions d'euros.

4.2.3 Effets de périmètre

Aucun effet de périmètre significatif n'a été constaté au 30 juin 2018.

4.2.4 Autres résultats de cessions

Au 30 juin 2018, ce poste inclut pour l'essentiel les gains liées à la cession de l'activité Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) par Recyclage et Valorisation France (cf. Note 2.2) ainsi que les produits de diverses cessions d'immobilisations corporelles au Chili et en France.

4.3 Résultat financier

	30 juin 2018			30 juin 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Coût de la dette nette	**(216,7)**	**11,8**	**(204,9)**	**(208,5)**	**16,3**	**(192,2)**
Charges d'intérêts sur dette brute	(189,2)	–	(189,2)	(186,2)	–	(186,2)
Résultat de change sur dettes financières et couvertures	(24,6)	–	(24,6)	(17,0)	–	(17,0)
Résultat des couvertures économiques sur emprunts	–	0,1	0,1	–	0,1	0,1
Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	–	11,3	11,3	–	15,7	15,7
Coûts d'emprunts capitalisés	–	0,4	0,4	–	0,5	0,5
Charges financières cash relatives à une restructuration de dette ou créance financière	(2,9)	–	(2,9)	(5,3)	–	(5,3)
Autres produits et charges financiers	**(58,4)**	**26,2**	**(32,2)**	**(46,5)**	**21,6**	**(24,9)**
Charges d'intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long-terme	(8,4)	–	(8,4)	(8,2)	–	(8,2)
Désactualisation des autres provisions long terme	(18,3)	–	(18,3)	(19,3)	–	(19,3)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non compris dans l'endettement net	–	4,2	4,2	(3,8)	–	(3,8)
Produits des instruments de capitaux propres	–	1,2	1,2	–	1,1	1,1
Autres	(31,7)	20,8	(10,9)	(15,2)	20,5	5,3
Résultat financier	**(275,1)**	**38,0**	**(237,1)**	**(255,0)**	**37,9**	**(217,1)**

La hausse du coût de la dette nette entre le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017 s'explique notamment par :

- la mise en place, le 27 mars 2017, de deux émissions obligataires pour un total de 1 200 millions d'euros après l'annonce, le 8 mars 2017, du projet d'acquisition de GE Water & Process Technologies :
  - une émission de 500 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2025, assortis d'un coupon annuel fixe de 1,00 % et,
  - une émission de 700 millions d'euros avec une échéance au 3 avril 2029, assortis d'un coupon annuel fixe de 1,50 % ;
- la mise en place le 13 septembre 2017 d'une émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros portant un coupon annuel fixe de 1,625 % à échéance du 21 septembre 2032.

4.4 Impôts

4.4.1 Impôt sur les sociétés au compte de résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Résultat net (A)	208,0	165,1
Charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée en résultat (B)	(88,7)	(105,5)
Quote-part de résultat des coentreprises et entreprises associées (C)	93,3	112,2
Résultat avant impôt et avant résultat des coentreprises et entreprises associées (A) - (B) - (C) = (D)	**203,4**	**158,4**
Taux effectif d'impôt - (B)/(D)	**43,6 %**	**66,6 %**

Le taux effectif d'impôt du Groupe ressort à 43,6 % au 30 juin 2018 contre 66,6 % au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2018, comme au 30 juin 2017, le taux effectif s'explique principalement par l'écrêtement des impôts différés aux bornes des périmètres d'intégration fiscale espagnole et française.

4.4.2 Impôts différés dans l'état de situation financière

(en millions d'euros)	Actifs	Passifs	Positions nettes
Au 31 décembre 2017 retraité	**760,0**	**(760,1)**	**(0,1)**
Retraitement IFRS 9	6,5	(1,7)	4,8
Au 1er janvier 2018	**766,5**	**(761,8)**	**4,7**
Effet résultat de la période	19,8	4,8	24,6
Effet capitaux propres et autres éléments du résultat global	(21,4)	15,3	(6,1)
Effet périmètre	(0,2)	2,0	1,8
Effet change	1,7	(4,6)	(2,9)
Autres effets	35,5	(36,3)	(0,8)
Effet de présentation nette par entité fiscale	39,6	(39,6)	–
Au 30 juin 2018	**841,5**	**(820,2)**	**21,3**

Aux bornes du Groupe d'intégration fiscale français, le montant des impôts différés actifs nets, au 30 juin 2018, s'élève à 216,5 millions d'euros contre 209,3 millions d'euros au 1er janvier 2018, soit une variation nette de + 7,2 millions d'euros. Cette dernière s'explique par l'activation des impôts différés liés à l'impact d'IFRIC 21 qui se retourneront avant le 31 décembre 2018.

Note 5 Résultat par action

	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Numérateur *(en millions d'euros)*		
Résultat net part du Groupe	**90,1**	**44,2**
– coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en juin 2014	(7,5)	(7,5)
– coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en mars 2015	(6,3)	(6,3)
– coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en mai 2017	(8,6)	–
Résultat net part du Groupe ajusté	**67,7**	**30,4**
Dénominateur *(en millions)*		
Nombre moyen d'actions en circulation	617,8	574,2
Résultat par action *(en euros)*		
Résultat net part du Groupe par action	**0,11**	**0,05**
Résultat net part du Groupe par action dilué	**0,11**	**0,06**

Les instruments dilutifs du Groupe pris en compte dans le calcul des résultats dilués par action sont les suivants :

- les plans mondiaux d'actionnariat salariés SUEZ ;
- les obligations convertibles OCEANE 2020, soit 19 052 803 titres émis en 2014, qui génèrent au premier semestre 2018 des charges financières de 3,3 millions d'euros.

Il n'a pas été tenu compte, dans le calcul du résultat net par action dilué, du plan de stock-options SUEZ du 16 décembre 2010, suite à un prix d'exercice supérieur au cours moyen sur la période de l'action SUEZ.

Note 6 *Goodwills* et immobilisations

(en millions d'euros)	*Goodwills*	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles
A) Valeur brute au 31 décembre 2017 retraité	**5 146,2**	**8 750,3**	**16 867,3**
Acquisitions	–	76,2	402,3
Cessions	–	(17,5)	(109,7)
Variations de périmètre	1,8	0,6	5,6
Écarts de conversion	53,0	28,1	(74,0)
Autres	–	31,6	(8,3)
Au 30 juin 2018	**5 201,0**	**8 869,3**	**17 083,2**
B) Amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2017 retraité	**(92,3)**	**(3 838,7)**	**(8 350,9)**
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	–	(233,1)	(371,6)
Cessions	–	13,4	90,5
Variations de périmètre	–	–	(2,0)
Écarts de conversion	1,0	(2,4)	38,1
Autres	–	(3,1)	9,8
Au 30 juin 2018	**(91,3)**	**(4 063,9)**	**(8 586,1)**
C) Valeur nette comptable = A + B			
Au 31 décembre 2017 retraité	**5 053,9**	**4 911,6**	**8 516,4**
Au 30 juin 2018	**5 109,7**	**4 805,3**	**8 497,1**

Au 31 décembre 2017, la valeur comptable (brute et amortissements) des immobilisations a été ajustée des effets de la première application de la norme IFRS 15, et de l'allocation de prix suite à l'acquisition de GE Water & Process Technologies dans le cadre de l'application des dispositions de la norme IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises (cf. Note 2). Les impacts entre le 31 décembre 2017 retraité et le 31 décembre 2017 publié sont les suivants (cf. Note 1.3.3.3) :

- immobilisations incorporelles : 749,7 millions d'euros dont 767,2 millions d'euros d'allocation du prix d'acquisition et - 17,5 millions d'euros d'impacts IFRS 15 ;
- *goodwill* : - 533,3 millions d'euros suite à l'allocation du prix d'acquisition de GE Water ;
- immobilisations corporelles : 49 millions d'euros liés à l'allocation du prix d'acquisition de GE Water.

Pour l'ensemble des *goodwills*, en l'absence d'identification d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2018, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 30 juin 2018.

Les écarts de conversion sur la valeur nette des *goodwills* sont essentiellement constatés sur le dollar américain (+ 60,8 millions d'euros).

Les écarts de conversion sur la valeur nette des immobilisations incorporelles sont essentiellement constatés sur le dollar américain (+ 24,3 millions d'euros).

Les écarts de conversion sur la valeur nette des immobilisations corporelles sont essentiellement constatés sur le dollar américain (+ 72,9 millions d'euros) et le Peso chilien (- 94,3 millions d'euros).

Note 7 Participations dans les coentreprises et entreprises associées

7.1 Participations dans les coentreprises

Les co-entreprises les plus importantes du Groupe sont les joint-ventures chinoises co-détenues à 50 % par le groupe SUEZ NWS Limited basé à Hong Kong et à 50 % par les collectivités locales concédantes. Compte tenu de l'intégration globale de SUEZ NWS Limited dans SUEZ, les titres des co-entreprises chinoises sont mis en équivalence à 50 % dans l'état de situation financière consolidé de SUEZ au 30 juin 2018 pour 741,8 millions d'euros. Une autre co-entreprise importante est le groupe Suyu basé en Chine et détenu à 50 % par SUEZ.

	Participations dans les coentreprises		Quote-part de résultat net dans les coentreprises	
(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017 retraité	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Groupe SUEZ NWS Limited	741,8	681,7	35,1	30,5
Groupe Suyu	294,1	284,6	7,3	6,2
Autres	37,0	37,6	3,2	7,6
Total	**1 072,9**	**1 003,9**	**45,6**	**44,3**

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Résultat net	45,6	44,3
Autres éléments du résultat global (OCI)	6,9	(46,0)
Résultat global	52,5	(1,7)

Les informations résumées ci-dessous représentent 100 % des états de situations financières et comptes de résultat des entités chinoises détenues à 50 % par le groupe SUEZ NWS.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Actifs non courants	634,8	629,9
Actifs courants	333,9	320,3
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	*159,7*	*159,0*
Total Actif	**968,7**	**950,2**
Capitaux propres part du Groupe	559,0	529,0
Participations ne donnant pas le contrôle	4,7	4,5
Total capitaux propres	**563,7**	**533,5**
Passifs non courants	185,7	196,2
Passifs courants	219,3	220,5
Total Passif et capitaux propres	**968,7**	**950,2**

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017
Chiffre d'affaires	185,7	173,7
Résultat opérationnel courant	40,3	35,8
Résultat net part du Groupe	39,6	27,3
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	0,2	0,2
Résultat net	39,8	27,5
Autres éléments du résultat global (OCI) [a]	4,1	(29,6)
Résultat global de l'exercice	**43,9**	**(2,1)**

(a) Ces montants correspondent à la variation des écarts de conversion.

Dividendes (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2017	Au titre de 2016
Dividendes versés par les joint-ventures chinoises au 30 juin	41,5	16,1

Les informations résumées ci-dessous représentent 100 % des états de situations financières et Comptes de résultat du groupe Suyu.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Actifs non courants [(a)]	770,5	750,0
Actifs courants	0,6	0,6
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	*0,6*	*0,6*
Total Actif	**771,1**	**750,6**
Capitaux propres part du Groupe	588,3	569,2
Total capitaux propres	**588,3**	**569,2**
Passifs non courants	182,8	181,4
Passifs courants	–	–
Total Passif et capitaux propres	**771,1**	**750,6**

(a) Inclut les titres mis en équivalence Derun Environnement.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net [(a)]	14,6	12,4
Autres éléments du résultat global (OCI)	5,5	(37,6)
Résultat global de l'exercice	**20,1**	**(25,2)**

(a) Quote part de résultat mise en équivalence de Derun Environnement dans le groupe Suyu.

Dividendes (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2017	Au titre de 2016
Dividendes versés par le groupe Suyu au 30 juin	–	–

7.2 Participations dans les entreprises associées

(en millions d'euros)	Participations dans les entreprises associées		Quote-part de résultat net dans les entreprises associées	
	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Dans le groupe Acea	529,2	580,0	24,1	29,1
Dans le groupe Agbar	171,7	183,7	6,1	7,5
Dans la société Aquasure Holding	71,0	74,1	5,5	9,4
Dans la société Brnenske Vodarny A Kanalizace	34,7	36,0	0,9	0,8
Dans le groupe WTS	20,5	12,7	2,0	–
Dans la société ACQUE BLU FIORENTINE SpA	18,8	17,2	1,6	–
Dans le groupe R&R BeLux	18,1	18,4	2,0	1,2
Dans la société Aguas de Saltillo S.A. de C.V.	16,0	15,9	0,7	0,7
Dans le groupe R&V France	14,9	12,9	3,0	2,3
Dans la société Aguas de Cartagena S.A E.S.P	12,5	12,5	1,4	1,2
Dans la société Degrémont WTE Praha v.o.s.	8,5	8,4	1,3	1,2
Dans la société Arte SA de CV	7,4	7,2	0,5	0,7
Dans le groupe R&R UK	7,2	7,4	(1,0)	9,5
Dans le groupe SUEZ Polska sp zoo	6,6	6,9	0,2	0,2
Dans la société Interagbar de Colombia S.A.S	6,2	5,9	–	0,2
Dans le groupe SUEZ R&R Netherlands BV	6,1	2,1	(1,9)	–
Dans le groupe SUEZ R&R Deutschland GmbH	5,2	5,0	0,5	–
Dans la société Aquasystema Maribor	5,1	5,7	0,5	0,6
Dans le groupe SUEZ Water Inc.	2,0	1,9	–	–
Dans la société SUEZ Water Treatment Company Limited	1,8	1,8	–	–
Autres	4,7	5,1	0,3	3,3
Total	**968,2**	**1 020,8**	**47,7**	**67,9**

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Résultat net	47,7	67,9
Autres éléments du résultat global (OCI)	6,2	4,9
Résultat global	**53,9**	**72,8**

La principale composante du poste « Participations dans les entreprises associées » est le groupe Acea, côté à la Bourse de Milan et dont le groupe SUEZ détient 23,33 % du capital.

Au 30 juin 2018, la valeur comptable de l'entreprise associée dans l'état de situation financière du Groupe est de 529,2 millions d'euros et sa valeur boursière s'élève à 633,1 millions d'euros.

Les informations résumées ci-dessous représentent 100 % des états de situations financières et comptes de résultat du groupe Acea.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2018 [a]	31 décembre 2017
Actifs non courants	5 255,7	5 147,6
Actifs courants	2 909,3	2 191,3
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	*1 492,7*	*680,6*
Total Actif	**8 165,0**	**7 338,9**
Capitaux propres part du Groupe	1 623,4	1 717,6
Participations ne donnant pas le contrôle	91,5	93,6
Total capitaux propres	**1 714,9**	**1 811,2**
Passifs non courants	4 182,8	3 340,2
Passifs courants	2 267,3	2 187,5
Total Passif et capitaux propres	**8 165,0**	**7 338,9**

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2018 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2018 du groupe Acea ne sont pas disponibles. Dans le respect de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », l'état de situation financière résumé au 31 mars 2018 correspond aux comptes disponibles les plus récents.

Comptes de résultat résumés (à 100 %) du premier trimestre :

(en millions d'euros)	31 mars 2018 [a]	31 mars 2017
Chiffre d'affaires	745,5	725,6
Résultat opérationnel brut	220,9	209,2
Résultat opérationnel	127,4	117,2
Résultat net part du Groupe	77,4	65,7
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	3,2	2,7
Résultat net	80,6	68,4
Autres éléments du résultat global	1,0	1,4
Résultat global de l'exercice	**81,6**	**69,8**

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2018 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2018 du groupe Acea ne sont pas disponibles. Dans le respect de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », l'état de situation financière résumé au 31 mars 2018 correspond aux comptes disponibles les plus récents.

Dividendes (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2017	Au titre de 2016
Dividendes versés par Acea au 30 juin	133,9	131,8

Note 8 Instruments financiers

8.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante » sont présentées dans le tableau ci-après :

	30 juin 2018			31 décembre 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments de capitaux propres à la juste valeur	135,5	–	135,5	127,1	–	127,1
Prêts et créances au coût amorti	594,9	5 053,0	5 647,9	721,9	4 858,0	5 579,9
Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)	594,9	146,1	741,0	721,9	136,6	858,5
Clients et autres débiteurs	–	4 906,9	4 906,9	–	4 721,4	4 721,4
Actifs financiers évalués à la juste valeur	94,7	156,7	251,4	149,5	146,4	295,9
Instruments financiers dérivés *(cf. Note 8.4)*	94,7	109,7	204,4	149,5	89,5	239,0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	–	47,0	47,0	–	56,9	56,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	3 383,6	3 383,6	–	3 058,1	3 058,1
Total	**825,1**	**8 593,3**	**9 418,4**	**998,5**	**8 062,5**	**9 061,0**

8.1.1 Instruments de capitaux propres à la juste valeur

Les mouvements sur les instruments de capitaux propres à la juste valeur s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Titres disponibles à la vente	Instruments de capitaux propres à la JV par OCI	Instruments de capitaux propres à la JV par résultat
Au 31 décembre 2017 publié	**127,1**		
Retraitement IFRS 9	(127,1)	103,2	23,9
Au 1er janvier 2018	**–**	**103,2**	**23,9**
Acquisitions		5,3	–
Cessions (valeur comptable cédée)		(0,2)	–
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres		4,0	–
Variation de juste valeur enregistrée en résultat		–	0,5
Variations de périmètre, change et divers		1,4	(2,6)
Au 30 juin 2018		**113,7**	**21,8**

La valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par OCI détenus par le Groupe s'élève à 113,7 millions d'euros au 30 juin 2018, qui se répartit entre 9,4 millions d'euros de titres cotés et 104,3 millions d'euros de titres non cotés.

La valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat détenus par le Groupe s'élève à 21,8 millions d'euros au 30 juin 2018, qui se répartit entre 14,3 millions d'euros de titres cotés et 7,5 millions d'euros de titres non cotés.

8.2 Passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés soit :

- en « passif au coût amorti » pour les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres créanciers, et les autres passifs financiers ;
- en « passif évalué à la juste valeur par résultat » pour les instruments financiers dérivés.

Les différents passifs financiers au 30 juin 2018, ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante », sont présentés dans le tableau ci-après :

	30 juin 2018			31 décembre 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières	9 100,0	3 735,0	12 835,0	9 760,6	2 003,8	11 764,4
Instruments financiers dérivés *(cf. Note 8.4)*	23,1	101,8	124,9	26,4	38,3	64,7
Fournisseurs et autres créanciers	–	3 692,3	3 692,3	–	3 743,5	3 743,5
Autres passifs financiers	39,9	–	39,9	43,1	–	43,1
Total	**9 163,0**	**7 529,1**	**16 692,1**	**9 830,1**	**5 785,6**	**15 615,7**

8.3 Endettement financier net

8.3.1 Endettement financier net par nature

	30 juin 2018			31 décembre 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Encours des dettes financières	9 104,6	3 628,6	12 733,2	9 763,5	1 872,2	11 635,7
Impact du coût amorti [a]	(71,7)	97,1	25,4	(77,6)	131,6	54,0
Impact de la couverture de juste valeur [b]	67,1	9,3	76,4	74,7		74,7
Dettes financières	**9 100,0**	**3 735,0**	**12 835,0**	**9 760,6**	**2 003,8**	**11 764,4**
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette au passif [c] *(cf. Note 8.4)*	3,6	68,0	71,6	5,7	11,3	17,0
Dette brute	**9 103,6**	**3 803,0**	**12 906,6**	**9 766,3**	**2 015,1**	**11 781,4**
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés *(cf. Note 8.1)*	–	(47,0)	(47,0)	–	(56,9)	(56,9)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	–	(3 383,6)	(3 383,6)	–	(3 058,1)	(3 058,1)
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette à l'actif [c] *(cf. Note 8.4)*	(88,4)	(64,8)	(153,2)	(136,0)	(58,3)	(194,3)
Trésorerie active	**(88,4)**	**(3 495,4)**	**(3 583,8)**	**(136,0)**	**(3 173,3)**	**(3 309,3)**
Endettement financier net	**9 015,2**	**307,6**	**9 322,8**	**9 630,3**	**(1 158,2)**	**8 472,1**
Encours des dettes financières	9 104,6	3 628,6	12 733,2	9 763,5	1 872,2	11 635,7
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés *(cf. Note 8.1)*	–	(47,0)	(47,0)	–	(56,9)	(56,9)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	–	(3 383,6)	(3 383,6)	–	(3 058,1)	(3 058,1)
Endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	**9 104,6**	**198,0**	**9 302,6**	**9 763,5**	**(1 242,8)**	**8 520,7**

(a) Ce poste comprend les intérêts courus non échus sur la dette financière brute ainsi que les primes et frais de mise en place des emprunts restant à amortir.
(b) Ce poste correspond à la revalorisation de la composante taux des dettes couvertes dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur.
(c) Il s'agit de la juste valeur des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

La juste valeur de la dette financière brute s'élève au 30 juin 2018 à 13 043,7 millions d'euros pour une valeur comptable de 12 835,0 millions d'euros.

La hausse de la part courante de l'encours des dettes financières au 30 juin 2018 s'explique principalement par :

- le reclassement de l'emprunt obligataire émis par SUEZ arrivant à maturité en avril 2019 pour un montant de 800 millions d'euros ;
- la hausse de l'encours de titres négociables à court terme pour un montant de 790,6 millions d'euros.

La sensibilité de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) au risque de taux et de change est présentée en Note 9.

8.3.2 Émissions de Titres Super Subordonnés à durée indéterminée

Au 30 juin 2018, l'encours de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (« TSSDI ») est de 1 600 millions d'euros, inchangé par rapport au 31 décembre 2017. Ces lignes ne sont pas comptabilisées dans l'endettement financier puisqu'elles réunissent les conditions prévues par IAS 32 pour être comptabilisées en capitaux propres.

8.3.3 Émissions obligataires et émissions de titres négociables à court terme

SUEZ dispose d'un programme de titres négociables à court terme (« TNCT », anciennement « billets de trésorerie »). Au 30 juin 2018, l'encours de TNCT est de 1 190,6 millions d'euros.

Les TNCT sont comptabilisés en dette financière courante. Cependant, la politique du Groupe est d'adosser l'ensemble des TNCT à des lignes de crédit confirmées disponibles. Ainsi, le refinancement des TNCT est assuré même en cas de fermeture du marché monétaire.

Au 30 juin 2018, l'encours de TNCT est entièrement couvert par des lignes de crédit confirmées disponibles à plus d'un an.

8.3.4 Titrisation de créances

Description de l'opération

En 2012, le groupe SUEZ a mis en place un programme de cession de créances commerciales à un fonds commun de titrisation (FCT).

Ce programme dit « déconsolidant » concernait à l'origine les cédantes des périmètres SUEZ RV France, SUEZ Haz Waste, SUEZ Nederland, SUEZ Recycling and Recovery UK et SUEZ Deutschland.

En avril 2017, le contrat a été renouvelé pour 5 ans et le périmètre du portefeuille des créances cédées a été modifié : sortie du cédant SUEZ R&R UK, entrée de nouveaux cédants français issus du pôle OSIS de SUEZ RV France.

Le programme de cession de créances commerciales ou titrisation de créances a pour objectif de procéder à des cessions dites « déconsolidantes », au sens d'IFRS 9.

Les principales caractéristiques de l'opération sont présentées dans la Note 13.3.4 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017 du Document de Référence.

Le Groupe reste exposé aux risques liés aux créances cédées dans la limite des dépôts de garantie.

Toutefois, la décote constatée lors des cessions et le dimensionnement de la part « subordonnée » permettent d'absorber la quasi-totalité des pertes éventuelles du compartiment. La probabilité que le dépôt « mezzanine » puisse être atteint est très faible. Enfin, ce sont les porteurs des parts « subordonnées » qui bénéficient de la quasi-totalité des avantages au travers de l'octroi du boni de liquidation.

Comptabilisation de l'opération

Le compartiment du FCT n'est pas contrôlé par le Groupe et n'est par conséquent pas consolidé.

Selon IFRS 9 et sur la base des termes du programme et des analyses quantitatives mises en œuvre, le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des créances cédées. Les créances cédées dans le cadre du programme sont donc intégralement décomptabilisées de l'état de situation financière consolidé du Groupe.

Le résultat de cession de ces créances, matérialisé par la décote appliquée, est enregistré au compte de résultat en charges financières (cf. Note 4).

Le dépôt de garantie versé correspondant aux parts « mezzanine » souscrites par le Groupe est présenté sur la ligne « Prêts et créances au coût amorti » dans l'état de situation financière consolidé du Groupe. Sa rémunération est enregistrée au compte de résultat, en produits financiers (cf. Note 4).

La rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées est comptabilisée en compte de résultat, en produits financiers (cf. Note 4).

Données chiffrées au 30 juin 2018

(en millions d'euros)

Total des créances cédées sur la période	**1 161,2**	
Résultat de cession sur la période	(7,8)	(B)
Rémunération perçue au titre du CC1 sur la période	0,7	(C)
Rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées sur la période	5,1	(D)
Encours des créances transférées en date de clôture	484,8	(A)
Valeur comptable du CC1 en date de clôture	62,6	(E)
Juste valeur du CC1	62,6	
Valeur comptable du CC2	(a)	
Maturité résiduelle du CC1	44 mois	
Impact des cessions de créances déconsolidantes au sens IFRS 9 sur l'endettement financier net	**420,2**	**(A) + (B) + (C) + (D) – (E)**

(a) Aucun dépôt de garantie dit « CC2 » n'a été réalisé à fin juin 2018.

8.3.5 Variation de l'endettement financier net

Sur le premier semestre 2018, l'endettement financier net a augmenté de 850,7 millions d'euros sous l'effet :

- du paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires de SUEZ pour un montant de 401,9 millions d'euros ;
- du paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires minoritaires des filiales pour un montant de 175,0 millions d'euros ;
- du paiement des « exit fees » sur les plans de retraites GEW à prestations définies au Royaume-Uni et aux Pays-Bas qui ont été fermés du fait de l'acquisition par SUEZ de GEW pour un montant de 77,2 millions d'euros ;
- des variations de change qui ont entraîné une augmentation de 58,2 millions d'euros de l'endettement financier net, principalement liée à l'appréciation du dollar américain contre l'euro.

8.3.6 Ratio d'endettement

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité
Endettement financier net	9 322,8	8 472,1
Total Capitaux propres	8 586,8	9 036,8
Ratio d'endettement	**108,6 %**	**93,8 %**

8.4 Instruments financiers dérivés

Actifs financiers dérivés

	30 juin 2018			31 décembre 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	88,4	64,8	153,2	136,0	58,3	194,3
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	–	5,1	5,1	–	0,4	0,4
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments [a]	6,3	39,8	46,1	13,5	30,8	44,3
Total *(cf. Note 8.1)*	**94,7**	**109,7**	**204,4**	**149,5**	**89,5**	**239,0**

(a) Comprend notamment la part taux futur des instruments dérivés relatifs à la dette nette, non qualifiés de couverture, pour 6,8 millions d'euros au 30 juin 2018, contre 5,0 millions d'euros au 31 décembre 2017 ;
Au 30 juin 2018, il n'y a plus de couverture d'investissement net, contre 0,9 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Passifs financiers dérivés

	30 juin 2018			31 décembre 2017 retraité		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	3,6	68,0	71,6	5,7	11,3	17,0
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	1,6	6,7	8,3	–	3,9	3,9
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments [a]	17,9	27,1	45,0	20,7	23,1	43,8
Total *(cf. Note 8.2)*	**23,1**	**101,8**	**124,9**	**26,4**	**38,3**	**64,7**

(a) Comprend notamment :
- la part taux futur des instruments dérivés relatifs à la dette nette, qualifiés de couverture de flux de trésorerie, pour 4,8 millions d'euros au 30 juin 2018, contre 15,1 millions d'euros au 31 décembre 2017 ;
- la couverture de taux de maturité 9 ans avec des départs différés en 2018, qualifiés de couverture de flux de trésorerie, pour un montant de 11,2 millions d'euros au 30 juin 2018, contre 8,6 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Ces instruments sont mis en place dans le cadre de la politique de gestion des risques du Groupe et sont analysés en Note 9.

8.5 Juste valeur des instruments financiers par niveau

8.5.1 Actifs financiers

Instruments de capitaux propres a la juste valeur

Les titres cotés sont comptabilisés dans les états de situations financières consolidés à leur juste valeur pour 23,7 millions d'euros au 30 juin 2018. Leurs justes valeurs déterminées en fonction des cours de bourse à cette date sont de niveau 1.

Les titres non cotés, dont la valeur s'élève à 111,8 millions d'euros au 30 juin 2018 sont évalués à partir de modèles d'évaluation basés principalement sur les dernières transactions, l'actualisation des dividendes ou flux de trésorerie et la valeur de l'actif net (juste valeur de niveau 3).

Au 30 juin 2018, la variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur de niveau 3 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Titres disponibles à la vente	Instruments de capitaux propres à la JV par OCI	Instruments de capitaux propres à la JV par résultat
Au 31 décembre 2017	**103,5**		
Retraitement IFRS 9	(103,5)	94,4	9,1
Au 1er janvier 2018		**94,4**	**9,1**
Acquisitions		5,3	–
Cessions (valeur comptable cédée)		(0,2)	–
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres		4,0	–
Variation de juste valeur enregistrée en résultat		–	1,1
Variations de périmètre, change et divers		0,8	(2,8)
Au 30 juin 2018		**104,3**	**7,5**

La valeur nette des titres non cotés ne constitue pas un montant homogène significatif susceptible d'être présenté séparément.

Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)

Les prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs), dont la valeur comptable au 30 juin 2018 s'élève à 741 millions d'euros, peuvent comporter des éléments entrant dans une relation de couverture de juste valeur. Au 30 juin 2018, aucune couverture n'a été mise en place.

Instruments financiers dérivés

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés utilisé par le Groupe dans le cadre de sa gestion des risques, comporte principalement des swaps de taux et de change, ainsi que des achats et ventes à terme de devises. Il est comptabilisé à sa juste valeur au 30 juin 2018 pour 204,4 millions d'euros. La juste valeur de la quasi-totalité de ces contrats est déterminée à l'aide de modèles internes de valorisation basés sur des données observables. Ces instruments sont présentés en niveau 2.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (hors instruments de capitaux propres)

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, dont le montant au 30 juin 2018 s'élève à 47,0 millions d'euros sont considérés de niveau 2. En effet, leur juste valeur est déterminée à partir de données observables.

8.5.2 Passifs financiers

La juste valeur des dettes financières et des instruments financiers positionnés au passif se répartit de la manière suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

	30 juin 2018				31 décembre 2017 retraité			
(en millions d'euros)	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes financières	**13 043,7**	**7 561,7**	**5 482,0**	**–**	**12 864,3**	**7 716,4**	**5 147,9**	**–**
Instruments financiers dérivés	**124,9**	**–**	**124,9**	**–**	**64,7**	**–**	**64,7**	**–**
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	71,6	–	71,6	–	17,0	–	17,0	–
Instruments financiers sur les matières premières	8,3	–	8,3	–	3,9	–	3,9	–
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments	45,0	–	45,0	–	43,8	–	43,8	–
Total	**13 168,6**	**7 561,7**	**5 606,9**	**–**	**12 929,0**	**7 716,4**	**5 212,6**	**–**

Dettes financières

Seuls les emprunts obligataires cotés émis par SUEZ sont présentés dans ce tableau en niveau 1. Les autres emprunts obligataires sont présentés dans ce tableau en niveau 2. La totalité de ces emprunts est évaluée notamment en tenant compte du risque de taux (composante taux d'intérêt) ; leur juste valeur est déterminée sur la base de données observables.

Instruments financiers dérivés

Se reporter à la description de la Note 8.5.1 pour justifier le niveau de juste valeur.

8.6 Compensation des instruments financiers dérivés actifs et passifs

Au 30 juin 2018, comme au 31 décembre 2017, le Groupe n'opère pas de compensation comptable de passifs financiers dans son état de situation financière. Par ailleurs, SUEZ souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs dans son état de situation financière. Ils entrent cependant dans le champ d'application des informations à fournir au titre d'IFRS 7 sur la compensation :

	30 juin 2018				31 décembre 2017 retraité			
	Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières		Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	
(en millions d'euros)	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Montant brut [a]	199,3	(116,6)	5,1	(8,3)	238,7	(60,8)	0,4	3,9
Montant après compensation	**169,7**	**(87,0)**	**5,1**	**(8,3)**	**215,2**	**(37,3)**	**0,4**	**3,9**

(a) Montant brut des actifs et passifs financiers comptabilisés.

Note 9 Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise principalement des dérivés pour couvrir son exposition aux risques de marché.

La politique de gestion des risques est décrite en Note 14 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017.

9.1 Risques de marché

9.1.1 Risques de marché sur matières premières

9.1.1.1 Opérations de couverture

Le Groupe engage des opérations de couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge) sur les carburants et l'électricité telles que définies par IFRS 9, en utilisant les instruments dérivés proposés sur les marchés de gré à gré, qu'ils soient fermes ou optionnels, mais toujours réglés en cash. L'objectif du Groupe est de se prémunir contre les évolutions défavorables des prix de marché pouvant en particulier affecter ses coûts d'approvisionnement.

9.1.1.2 Juste valeur des instruments financiers dérivés sur matières premières

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sur matières premières aux 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	30 juin 2018				31 décembre 2017 retraité			
	Actifs		Passifs		Actifs		Passifs	
(en millions d'euros)	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Couverture de flux de trésorerie	5,1	–	6,7	1,6	0,4	–	3,9	–
Total	**5,1**	**–**	**6,7**	**1,6**	**0,4**	**–**	**3,9**	**–**

9.1.2 Risque de change

Par la diversification géographique de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change, c'est-à-dire que son état de situation financière et son compte de résultat sont sensibles aux variations des parités de change. Le risque de change comprend :

- le risque de transaction associé aux achats et ventes effectués par les sociétés du Groupe dans le cadre de leurs activités courantes ;
- le risque de transaction associé aux opérations de cessions et acquisitions ;
- le risque de juste valeur associé aux contrats de construction ;
- le risque de change associé aux actifs et passifs libellés en devises étrangères incluant les prêts et emprunts souscrits auprès des filiales ;
- le risque de consolidation qui naît lors de la consolidation des comptes des filiales ayant pour devise fonctionnelle une devise autre que l'euro.

Les filiales du Groupe opèrent principalement localement et dans leur devise, l'exposition du Groupe au risque de transaction associé aux achats et ventes est donc limitée.

Suite à l'acquisition de GE Water, un travail d'analyse du risque de change est en cours sur le périmètre WTS.

Le risque de conversion est essentiellement concentré sur les participations détenues aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Chili, en Chine et en Australie. En matière d'investissement dans des devises n'appartenant pas à la zone Euro, la politique de couverture du Groupe consiste à créer des passifs libellés dans la devise des flux de trésorerie générés par ces actifs en fonction de différents indicateurs internes et externes.

Parmi les instruments de couverture utilisés, la souscription d'emprunts dans la devise considérée constitue la couverture la plus naturelle. Le Groupe utilise également des produits dérivés de change (swaps de change, *cross currency swaps*...) qui permettent de créer synthétiquement des dettes en devises.

L'analyse de sensibilité est établie sur la base de la situation de l'endettement financier net (y compris instruments financiers dérivés) et des dérivés qualifiés de couverture d'investissement net à la date de clôture. Au 30 juin 2018, il n'y a pas d'instrument qualifié de couverture d'investissement net.

Pour le risque de change, le calcul de sensibilité consiste à évaluer l'impact dans les comptes consolidés d'une variation de cours de change de plus ou moins 10 % par rapport au cours de clôture.

Impact sur le résultat du risque de change après impact des dérivés de change

Une variation des cours de change des devises contre euro n'a d'impact en résultat que sur les actifs et passifs libellés dans une autre devise que la devise de reporting des sociétés les portant à leur état de situation financière et dans la mesure où ces actifs et passifs n'ont pas été qualifiés de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro générerait un gain ou une perte de 10,1 millions d'euros.

Impact sur les capitaux propres après prise en compte des dérivés de change

Au 30 juin 2018, il n'y a pas de passif financier (dettes et dérivés) qualifié de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro ne générerait donc pas d'impact négatif ou positif en capitaux propres au titre des couvertures d'investissement net.

9.1.3 Risque de taux d'intérêt

L'objectif du Groupe est de réduire son coût de financement en limitant l'impact des variations de taux d'intérêt sur son compte de résultat.

La politique du Groupe est d'opérer une diversification des références de taux de la dette nette entre taux fixe et taux variable. L'objectif est de disposer d'une répartition équilibrée entre les différentes références de taux à horizon moyen terme (5 à 15 ans), la répartition pouvant évoluer en fonction du contexte de marché.

Ainsi, le Groupe a recours à des instruments de couverture (notamment à des swaps), afin de se protéger des augmentations de taux d'intérêt dans les devises dans lesquelles l'endettement a été souscrit.

En 2014 et 2015, afin de protéger les refinancements d'une partie de sa dette, le Groupe avait mis en place des couvertures de taux de maturité neuf ans avec des départs différés en 2018. Au 30 juin 2018 ces couvertures de taux étaient toujours actives.

9.1.3.1 Instruments financiers par type de taux

La ventilation par type de taux de l'encours des dettes financières et de l'endettement financier net avant et après prise en compte des instruments dérivés de couverture, est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Encours des dettes financières

	30 juin 2018		31 décembre 2017 retraité	
(en %)	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	23 %	38 %	16 %	30 %
Fixe	68 %	53 %	75 %	61 %
Fixe indexé à l'inflation	9 %	9 %	9 %	9 %
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Endettement financier net

	30 juin 2018		31 décembre 2017 retraité	
(en %)	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	– 6 %	16 %	– 17 %	2 %
Fixe	94 %	72 %	105 %	86 %
Fixe indexé à l'inflation	12 %	12 %	12 %	12 %
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**

La dette indexée à l'inflation correspond exclusivement à des titres émis par Aguas Andinas au Chili. Il s'agit d'emprunts obligataires à taux fixe en Unidad de Fomento (unité monétaire chilienne ajustée de l'inflation).

9.1.3.2 Analyse de sensibilité au risque de taux

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de l'endettement net (y compris instruments financiers ayant une composante de taux d'intérêt) à la date de clôture.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité consiste à calculer l'impact d'une variation des taux de plus ou moins 1 % par rapport aux taux d'intérêt en vigueur à la date de clôture.

Impact sur le résultat après prise en compte des dérivés de taux

Une variation de plus ou moins 1 % des taux d'intérêt court terme (uniforme pour toutes les devises) sur le nominal de la dette nette à taux variable, y compris la dette indexée à l'inflation, et les jambes à taux variable des dérivés, générerait sur la charge nette d'intérêt, une perte ou un gain de 14,3 millions d'euros.

Une augmentation de 1 % des taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, en compte de résultat, une perte de 3,1 millions d'euros liée à la variation de juste valeur des dérivés non documentés. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt générerait *a contrario* un gain de 1,3 million d'euros.

Impact sur les capitaux propres après prise en compte des dérivés de taux

Une augmentation de 1 % de l'ensemble des courbes de taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, sur les capitaux propres, un gain de 26,5 millions d'euros lié à la variation de juste valeur des dérivés documentés en couverture de flux de trésorerie comptabilisée dans les états de situations financières. *A contrario*, une diminution de 1 % générerait une perte de 32,0 millions d'euros. La dissymétrie de l'impact est liée au faible niveau des taux court terme (inférieurs à 1 %) applicables à un certain nombre d'actifs et passifs financiers.

9.2 Risque de contrepartie

Le Groupe est exposé, par ses activités opérationnelles et financières, aux risques de défaillance de ses contreparties (clients, fournisseurs, intermédiaires, banques) lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

9.2.1 Activités opérationnelles

Chaque Business Unit évalue le risque de contrepartie sur les activités opérationnelles en fonction de la typologie de son portefeuille clients. Elle documente la méthodologie retenue dans une matrice des risques de non recouvrement.

9.2.2 Activités financières

Risque de contrepartie lié aux prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs)

Le risque de contrepartie est suivi pour chaque ligne de prêt.

Risque de contrepartie lié aux activités de placement et a l'utilisation d'instruments financiers dérivés

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie sur le placement de ses excédents (trésorerie et équivalents de trésorerie) et au travers de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Dans le cas des instruments financiers, ce risque correspond à la juste valeur positive.

Le Groupe place la majorité de ses excédents de trésorerie et négocie ses instruments financiers de couverture avec des contreparties de premier plan. Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de contrepartie, le Groupe a mis en place des procédures de gestion et de contrôle basées, d'une part sur l'habilitation des contreparties en fonction de leurs ratings externes, de leurs surfaces financières et d'éléments objectifs de marché (*credit default swap*, capitalisation boursière), et d'autre part sur la définition de limites de risques.

Au 30 juin 2018, les postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » ainsi que les instruments financiers dérivés actifs sont les postes les plus significatifs soumis au risque de contrepartie. La décomposition des contreparties par type de notation sur ces postes est la suivante :

	30 juin 2018				31 décembre 2017 retraité			
Risque de contrepartie lié aux activités de placement	Total	Investment grade [a]	Sans notation [b]	Non investment grade [b]	Total	Investment grade [a]	Sans notation [b]	Non investment grade [b]
Exposition aux contreparties	3 492,6	94 %	4 %	2 %	3 236,6	94 %	5 %	1 %

(a) Contreparties dont la notation minimale est BBB- chez Standard & Poor's ou Baa3 chez Moody's.
(b) L'essentiel de ces deux expositions est porté par des sociétés consolidées dans lesquelles existent des intérêts minoritaires ou par des sociétés du Groupe opérant dans des pays émergents, où la trésorerie n'est pas centralisable et est donc placée localement.

9.3 Risque de liquidité

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe pourrait être exposé à un risque de manque de liquidités l'empêchant de faire face à ses engagements contractuels.

La politique de financement du Groupe s'appuie sur les principes suivants :

- diversification des sources de financements entre le marché bancaire et le marché des capitaux ;
- profil de remboursement équilibré des dettes financières.

Au 30 juin 2018, le Groupe bénéficie d'une trésorerie active de 3 583,8 millions d'euros, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie pour 3 383,6 millions d'euros, des actifs financiers à la juste valeur par résultat pour 47,0 millions d'euros, et des instruments financiers dérivés relatifs à la dette et enregistrés à l'actif pour 153,2 millions d'euros. La quasi-totalité des excédents est investie en dépôts bancaires court terme et en comptes rémunérés.

De plus, le Groupe dispose spécifiquement au 30 juin 2018 de facilités de crédit confirmées, pour un montant total de 2 681,6 millions d'euros dont 206,5 millions d'euros tirées ; les facilités de crédit non tirées atteignent donc 2 475,1 millions d'euros, dont 279,5 millions d'euros arriveront à échéance avant le 30 juin 2019.

88 % des lignes de crédit totales et 90 % des lignes non tirées sont centralisées. Aucune de ces lignes centralisées ne contient de clause de défaut liée à des ratios financiers ou à des niveaux de notation.

Au 30 juin 2018, les ressources bancaires représentent 7,5 % de l'encours des dettes financières (hors découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie, car ces éléments ne constituent pas une source de financement pérenne). Les financements par les marchés de capitaux (emprunts obligataires pour 80,2 % et billets de trésorerie pour 10,1 %) représentent 90,3 % de l'encours des dettes financières (hors découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie).

La trésorerie disponible, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (3 383,6 millions d'euros) et des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (47,0 millions d'euros), nets des découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie (949,0 millions d'euros), s'élève à 2 481,6 millions d'euros au 30 juin 2018.

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement pour les principaux investissements qu'il envisage seront assurés par sa trésorerie disponible, les cessions de titres d'OPCVM détenus à des fins de transaction, ses flux de trésorerie futurs issus des activités opérationnelles et l'utilisation éventuelle des facilités de crédit dont il bénéficie ou le recours aux marchés de capitaux dans les limites autorisées par le Conseil d'Administration.

Au 30 juin 2018, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité et par nature sont les suivants :

(en millions d'euros)	Total	2018	2019	2020	2021	2022	Au-delà de 5 ans
Emprunts obligataires	9 449,4	178,0	844,8	465,1	1 030,8	841,0	6 089,8
Billets de trésorerie	1 190,6	1 040,6	150,0	–	–	–	–
Tirages sur facilités de crédit	206,5	41,5	17,4	4,0	13,6	130,0	0,0
Emprunts sur location financement	106,1	29,1	32,7	13,5	6,8	4,9	19,1
Autres emprunts bancaires	676,5	231,5	151,2	105,2	85,8	31,2	71,5
Autres emprunts	155,1	53,9	22,4	7,1	10,0	5,7	56,0
Emprunts	**11 784,2**	**1574,6**	**1218,5**	**594,9**	**1147,0**	**1012,8**	**6236,4**
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	949,0	949,0	–	–	–	–	–
Encours des dettes financières	**12 733,2**	**2 523,6**	**1 218,5**	**594,9**	**1 147,0**	**1 012,8**	**6 236,4**
Actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat	(47,0)	(47,0)	–	–	–	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 383,6)	(3 383,6)	–	–	–	–	–
Endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	**9 302,6**	**(907,0)**	**1 218,5**	**594,9**	**1 147,0**	**1 012,8**	**6 236,4**

Au 30 juin 2018, les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité sont les suivants :

(en millions d'euros)	Total	2018	2019	2020	2021	2022	Au-delà de 5 ans
Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières	2 430,2	130,4	347,8	295,2	267,0	227,9	1 161,9

Au 30 juin 2018, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dérivés (hors matières premières) enregistrés au passif et à l'actif par date de maturité sont les suivants (montants nets) :

(en millions d'euros)	Total	2018	2019	2020	2021	2022	Au-delà de 5 ans
Dérivés (hors matières premières)	21,8	(68,8)	40,6	26,2	26,0	13,0	(15,2)

Afin de refléter au mieux la réalité économique des opérations, les flux liés aux dérivés enregistrés au passif et à l'actif présentés ci-dessus correspondent à des positions nettes. Par ailleurs, les valeurs présentées ci-dessus sont de signe positif dans le cas d'un passif, et de signe négatif dans le cas d'un actif.

Les facilités de crédit confirmées non utilisées ont les échéances suivantes :

(en millions d'euros)	Total	2018	2019	2020	2021	2022	Au-delà de 5 ans
Facilités de crédit confirmées non utilisées	2 475,1	156,5	147,4	162,0	1 595,5	350,0	63,7

Au 30 juin 2018, aucune contrepartie ne représentait plus de 7 % des programmes de lignes de crédit confirmées non tirées.

Note 10 Participations ne donnant pas le contrôle

Le poste « participations ne donnant pas le contrôle » s'élève à 2 456,3 millions d'euros au 30 juin 2018 et comprend principalement les contributions du groupe Agbar pour 1 009,0 millions d'euros, de WTS pour 717,7 millions d'euros et des entités constituant SUEZ NWS en Chine et à Hong-Kong (42 %) pour 437,9 millions d'euros.

Les contributions du groupe Agbar et de WTS étaient respectivement de 1 063,1 millions d'euros et de 718,3 millions d'euros sur un total de 2 515,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Au 30 juin 2018, sur la contribution totale du groupe Agbar, 727,9 millions d'euros proviennent de la société opérationnelle Aguas Andinas côtée à la Bourse de Santiago de Chile (Chili). Cette société est consolidée au sein du Groupe SUEZ en intégration globale au taux d'intérêt de 28,4 % par l'intermédiaire des entités suivantes :

- la société IAM, également côtée à la Bourse de Santiago de Chile, consolide Aguas Andinas par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50,1 % ;
- le groupe Agbar consolide la société holding IAM par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 56,6 % ;
- enfin, SUEZ consolide le groupe Agbar par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 100 %.

Les informations résumées (à 100 %) d'Aguas Andinas, extraites des données publiées par la société, sont présentées ci-dessous.

États de situations financières résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2018 [a]	31 décembre 2017
Actifs non courants	2 234,1	2 232,7
Actifs courants	226,9	204,3
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	*32,3*	*25,5*
Total Actif	**2 461,0**	**2 437,0**
Capitaux propres part du Groupe	936,1	871,6
Participations ne donnant pas le contrôle	69,4	68,7
Total capitaux propres	**1 005,5**	**940,3**
Passifs non courants	1 148,1	1 175,1
Passifs courants	307,4	321,6
Total Passif et capitaux propres	**2 461,0**	**2 437,0**
Taux de change clôture CLP/EUR	742,1	737,3

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2018 du Groupe, les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2018 du groupe Aguas Andinas n'ont pas encore été publiés.
L'état de situation financière résumé au 31 mars 2018 est extrait des données publiées (non auditées) les plus récentes.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

(en millions d'euros)	31 mars 2018 [a]	31 mars 2017
Chiffre d'affaires	206,1	209,1
Résultat opérationnel courant	107,1	111,8
Résultat net part du Groupe	70,4	72,9
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	1,2	1,6
Résultat net	**71,6**	**74,5**
Autres éléments du résultat global	–	–
Résultat global de l'exercice	**71,6**	**74,5**
Taux de change moyen CLP/EUR	739,7	697,8

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2018 du Groupe, les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2018 du groupe Aguas Andinas n'ont pas encore été publiés.
Le compte de résultat résumé au 31 mars 2018 est extrait des données publiées (non auditées) les plus récentes.

Dividendes versés (à 100 %)

(en millions d'euros)	Au titre de 2017	Au titre de 2016
Dividendes	184,1	186,0

Note 11 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 retraité [a]	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises pour excédent	Variations de périmètre	Variation liée à la désactua-lisation [b]	Écarts de change	Autres	30 juin 2018
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	793,2	22,1	(21,6)	–	0,5	8,4	2,4	40,0	845,0
Risques sectoriels	83,6	–	(3,2)	–	–	–	–	(20,9)	59,5
Garantie	26,1	8,4	(9,7)	–	–	–	0,1	0,2	25,1
Risques fiscaux, autres litiges et réclamations	90,2	3,6	(7,5)	(0,5)	–	–	(0,5)	(0,6)	84,7
Reconstitution de sites	543,3	16,1	(15,9)	–	–	7,4	(2,0)	–	548,9
Restructurations	104,3	90,6	(107,0)	–	–	–	–	(0,6)	87,3
Autres risques [c]	477,1	65,6	(78,9)	(6,6)	0,1	2,1	(4,9)	(44,8)	409,7
Total provisions	**2 117,8**	**206,4**	**(243,8)**	**(7,1)**	**0,6**	**17,9**	**(4,9)**	**(26,7)**	**2 060,2**

(a) Les chiffres au 31 décembre 2017 ont été ajustés pour enregistrer les effets de la comptabilisation du regroupement d'entreprises relatif à l'acquisition de GE Water (cf. Note 2.1).
(b) L'effet de désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme correspond à la charge d'intérêts calculée sur le montant net des engagements de retraite et de la juste valeur des actifs de couverture, conformément à la norme IAS 19 révisée.
(c) Les provisions pour autres risques incluent une provision correspondant à la juste valeur des contrats déficitaires, pour un montant de 86,1 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 87,5 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité, suite à l'acquisition par SUEZ R&R Australia de WSN en 2010.

Sur le premier semestre 2018, le poste « Provisions » fait apparaitre une diminution de 57,6 millions d'euros principalement expliquée par :

- une reprise nette des provisions pour restructurations de 17 millions d'euros qui avaient été constituées notamment au titre du plan de départs volontaires mis en place en 2017 dans le cadre du plan de transformation des fonctions supports en France ;
- une diminution des provisions pour risques sectoriels de 20,9 millions d'euros liées à un reclassement conséquence de l'application de la norme IFRS 9 ;
- l'impact des effets de change pour - 4,9 millions d'euros, générés en grande partie par les filiales australiennes ;
- des reprises de provisions excédentaires à hauteur de 7,1 millions d'euros, dotées précédemment, notamment sur des contrats de SUEZ Espagne.

Les flux de dotations et reprises ainsi que les variations liées à la désactualisation des provisions sont ventilés de la façon suivante dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2018 :

(en millions d'euros)	(Reprises)/Dotations nettes
Résultat des activités opérationnelles	(42,2)
Autres produits et charges financiers	17,9
Impôts	(2,3)
Total	**(26,6)**

Note 12 Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire

Les montants comptabilisés au titre des paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire sont les suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité
Plans d'attribution d'actions de performance	–	(0,1)
Plans mondiaux d'attribution gratuite d'actions	–	(0,1)
Augmentations de capital réservées aux salariés [a]	(1,4)	(0,1)
Plans de rémunération à long terme [b]	4,5	10,5
Total	**3,1**	**10,2**

(a) L'impact des *Share Appreciation Rights* est présenté après couverture par des warrants (soumis à la norme IFRS 9).
(b) En 2018, cette ligne comprend une reprise de provision pour 11,3 millions d'euros, relative au plan de 2015 dont la période d'attribution est échue. Cette reprise de provision est la contrepartie du montant versé aux bénéficiaires et inscrit dans les frais de personnel. En 2017, une reprise de provision de 15,2 millions d'euros avait été constatée au titre du plan de 2014.

Ces charges sont comptabilisées conformément aux dispositions d'IFRS 2 et d'IAS 19 révisée.

Toutes les opérations et attributions antérieures à 2018 sont décrites dans la Note 23 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017 du Document de Référence.

Note 13 Procédures judiciaires et d'arbitrage

13.1 Litiges et arbitrages

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays. Des provisions sont constituées au titre de ces litiges et arbitrages lorsqu'il existe une obligation (légale, contractuelle ou implicite) envers un tiers à la date de clôture, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de cette sortie de ressources peut être estimé avec une fiabilité suffisante. Le montant des provisions constituées à ce titre au 30 juin 2018 s'élève à 84,7 millions d'euros (hors litiges argentins).

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Litiges argentins

En Argentine, les tarifs applicables aux contrats de concession ont été bloqués par une loi d'urgence publique et de réforme du régime des changes (Loi d'Urgence) en janvier 2002 empêchant ainsi l'application des clauses contractuelles d'indexation des tarifs en cas de dépréciation du peso argentin par rapport au dollar américain.

En 2003, SUEZ – désormais ENGIE – et ses coactionnaires, concessionnaires des eaux de Buenos Aires et de Santa Fe ont entamé des procédures d'arbitrage contre l'État argentin en sa qualité de concédant, dans le but de faire appliquer les clauses contractuelles des contrats de concession devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) conformément aux traités bilatéraux de protection des investissements.

Ces procédures d'arbitrage CIRDI visent à obtenir des indemnités pour compenser la perte de valeur des investissements consentis depuis le début de la concession, suite aux mesures adoptées par l'Argentine après la promulgation de la Loi d'Urgence susmentionnée. Le CIRDI a reconnu sa compétence pour statuer dans les deux affaires en 2006. Parallèlement aux procédures CIRDI, les sociétés concessionnaires Aguas Argentinas et Aguas Provinciales de Santa Fe se sont vues contraintes d'entamer des procédures de résiliation de leur contrat de concession devant les juridictions administratives locales.

Toutefois, la situation financière des sociétés concessionnaires s'étant dégradée depuis la Loi d'Urgence, la société Aguas Provinciales de Santa Fe a annoncé sa mise en liquidation judiciaire lors de son Assemblée Générale du 13 janvier 2006.

Parallèlement, la société Aguas Argentinas a demandé à bénéficier du « Concurso Preventivo » (comparable à la procédure française de redressement judiciaire). Dans le cadre de cette procédure de redressement judiciaire, une proposition concordataire opérant novation du passif admissible de la société Aguas Argentinas a reçu l'approbation des créanciers et a été homologuée par le juge de la faillite le 11 avril 2008. La proposition prévoyait un premier paiement de 20 % (soit l'équivalent d'environ 40 millions de dollars américains) lors de l'homologation et un second paiement de 20 % en cas d'indemnisation par l'État argentin. ENGIE et Agbar, en tant qu'actionnaires de contrôle, ont décidé de soutenir financièrement Aguas Argentinas pour faire face à ce premier paiement et ont versé respectivement, lors de l'homologation, la somme de 6,1 et 3,8 millions de dollars américains.

Par deux décisions datées du 30 juillet 2010, le CIRDI a reconnu la responsabilité de l'État argentin dans la résiliation des contrats de concession d'eau et d'assainissement de Buenos Aires et de Santa Fe. Par ailleurs, en juin 2011, le CIRDI a procédé à la nomination d'un expert afin d'évaluer de manière définitive le montant de la réparation au titre des préjudices subis. Les rapports portant sur

les concessions de Buenos Aires et de Santa Fe ont été remis par l'expert au CIRDI respectivement en septembre 2013 et en avril 2014.

Concernant la concession de Buenos Aires, le CIRDI a rendu sa décision le 9 avril 2015, qui condamne la République argentine à verser 405 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Argentinas en réparation du préjudice subi (dont 367 millions de dollars américains à SUEZ et ses filiales). Début août 2015, cette décision a fait l'objet d'un recours en nullité de la part de la République argentine devant un comité *ad hoc* du CIRDI. Ce recours a été rejeté en mai 2017, rendant la décision du CIRDI définitive.

Concernant la concession de Santa Fé, le CIRDI a condamné la République argentine, par une décision du 4 décembre 2015, à verser 225 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Provinciales de Santa Fé au titre de la résiliation du contrat de concession, l'intégralité de ce montant revenant ainsi à SUEZ et ses filiales. La République argentine a introduit un recours en nullité devant un comité *ad hoc* du CIRDI en septembre 2016. Une décision est attendue fin 2018.

Le Groupe estime que les provisions relatives à ces litiges, constituées pour couvrir les frais de procédure, telles qu'elles sont comptabilisées dans les comptes, sont appropriées.

Note 14 Transactions avec des parties liées

L'objet de cette note est de présenter les transactions qui existent entre le Groupe et ses parties liées, au sens de la norme IAS 24. S'agissant d'une clôture intermédiaire, les transactions avec les principaux dirigeants ne seront pas détaillées dans la présente note.

Par ailleurs, seules les opérations significatives sont décrites ci-dessous.

14.1 Transactions avec le groupe ENGIE

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2017
Transactions avec la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	0,2	3,0	1,2
Dettes non financières	7,1	7,4	1,4
Créances non financières	0,2	0,3	0,1
Créances au coût amorti [(a)]	14,2	14,8	15,7
Transactions avec les sociétés liées à la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	4,8	2,7	0,1
Créances non financières	24,8	23,2	23,0
Dettes non financières	0,1	0,7	0,7
En-cours dettes financières hors instruments financiers	0,7	0,7	0,9
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières (Actif)	1,8	(0,2)	2,8

(a) Se reporter à la Note 2.2.1 du chapitre 20 du Document de Référence SUEZ 2009 – Contrat synthétique argentin.

14.2 Transactions réalisées avec les activités conjointes, les coentreprises et les sociétés associées

Coentreprises et sociétés associées

Au 30 juin 2018, le montant total des prêts accordés aux coentreprises et entreprises associés s'élève à 188 millions d'euros. Les principales lignes sont :

- 36 millions d'euros avec des coentreprises dans les métiers de l'Eau en Europe ;
- 101 millions d'euros avec des sociétés associées en charge de la mise en service et de l'exploitation d'unité de valorisation énergétique au Royaume-Uni ;
- enfin, 13 millions d'euros avec une coentreprise basée au Koweït pour le contrat de maintenance d'une usine de traitement de l'eau.

Note 15 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

6 Déclaration de la personne responsable du Rapport Financier Semestriel

Paris, le 26 juillet 2018

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés du premier semestre 2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport Semestriel d'Activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Louis Chaussade
Directeur Général
SUEZ

7 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société SUEZ, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les Notes 1.3.3.1, 1.3.3.3 et 1.3.3.4 de l'annexe qui exposent les impacts liés à la première application des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » au 1er janvier 2018.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 25 juillet 2018

Les Commissaires aux comptes

MAZARS		ERNST & YOUNG ET AUTRES	
Achour Messas	Dominique Muller	Jean-Pierre Letartre	Stéphane Pédron

SUEZ

Société anonyme au capital
de 2 485 450 316 euros
Tour CB21 — 16, place de l'Iris
92040 Paris La Défense Cedex
tél. +33 (0)1 58 81 20 00
fax +33 (0)1 58 81 25 00

433 466 570 R.C.S. NANTERRE

www.suez.fr

prêts pour la révolution de la ressource